

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste-léniniste

5 F

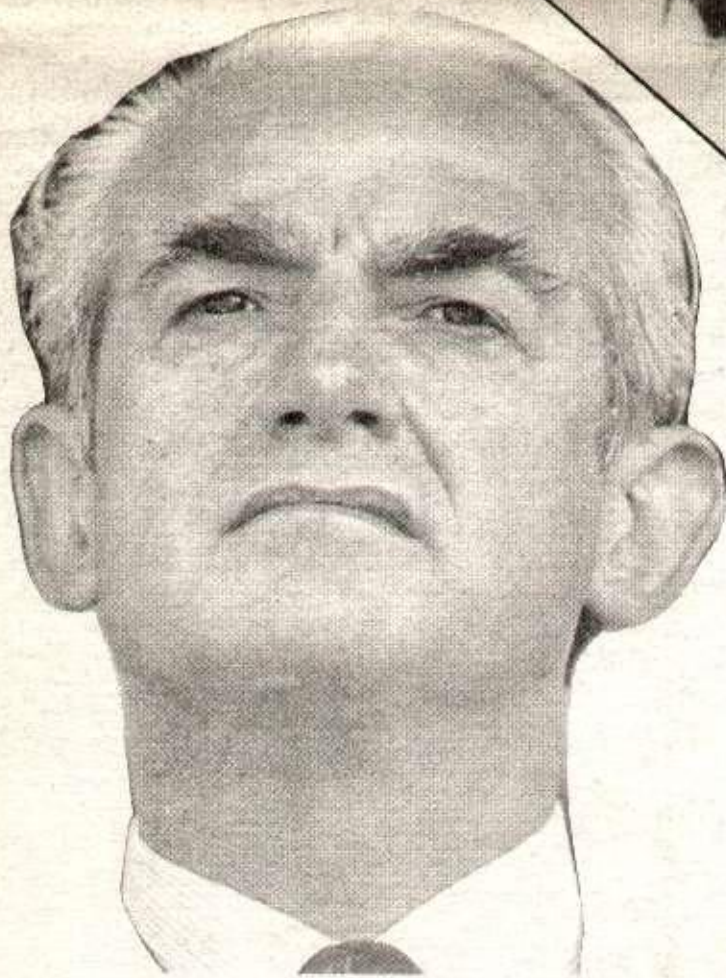
N° 36

pour le socialisme

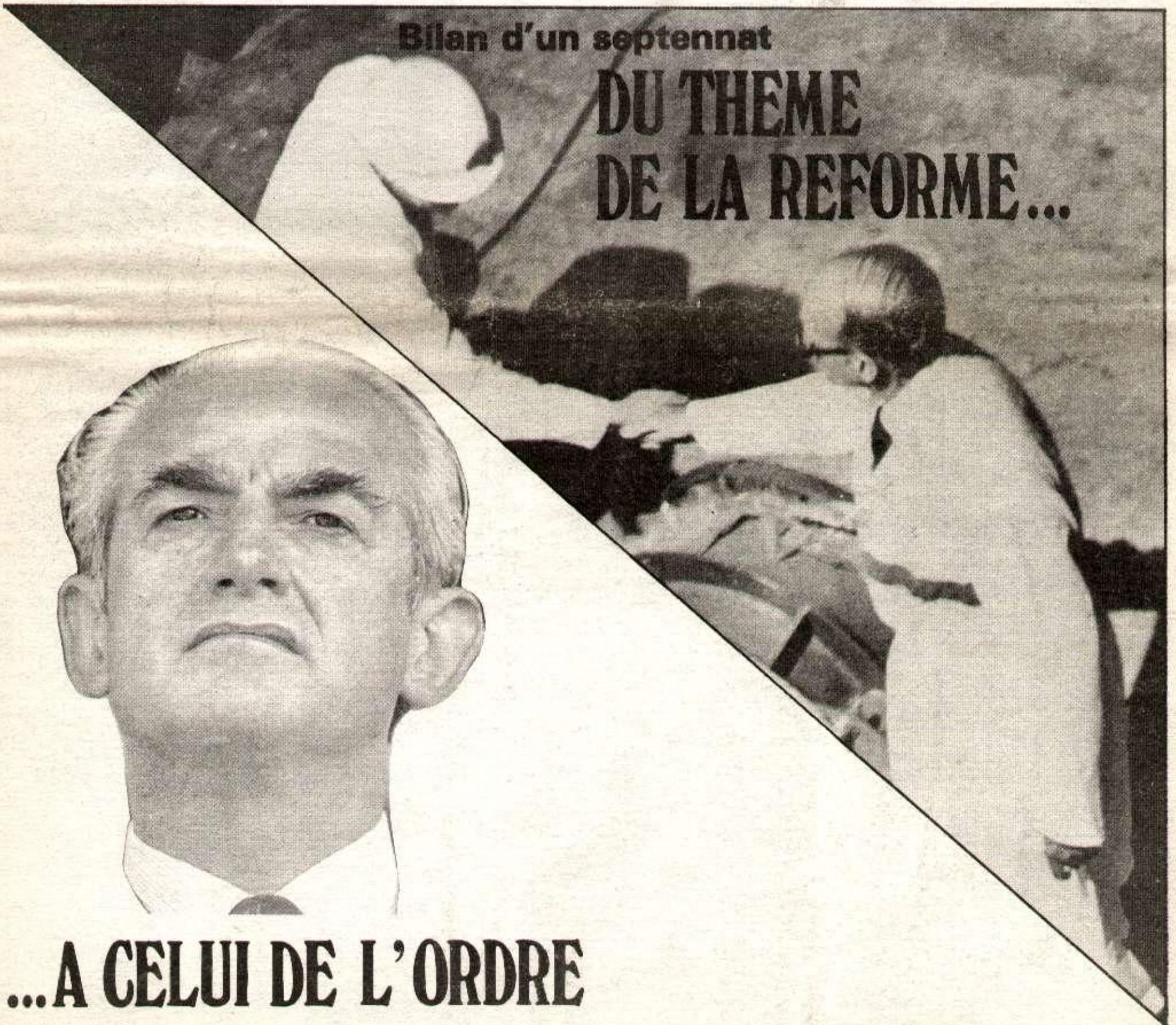
SEMAINE DU 26 MARS AU 1^{er} AVRIL 1981

Bilan d'un septennat

**DU THEME
DE LA REFORME...**



...A CELUI DE L'ORDRE



Publié par
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
de l'Unité
du Front
L'Organisation des Communistes
Internationaux

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 26 MARS AU 1^{er} AVRIL 1981

N° 36 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 659 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Publié par
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organe central
de l'Unité
du Front
L'Organisation des Communistes
Internationaux

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F



SOMMAIRE

3-4-5 politique

DU THEME DE LA REFORME A CELUI DE L'ORDRE : En sept ans, le discours giscardien a bien changé, passant de thèmes libéraux à l'exaltation de la « sécurité » et de la continuité. Pourquoi cette évolution ?



6 luttres

PARIS 20^e : GREVE DE LA FAIM POUR L'EMPLOI : Des employés non-titulaires du Cadastre mènent la lutte pour leur embauche définitive. Dans l'unité syndicale.



7 immigrés

INTERVIEW DE L'ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE : « Nous ne permettons à personne de rendre les immigrés responsables de la crise ».



8-9-10 politique



GISCARD ET LES FEMMES : Giscard souhaitait que les manuels d'histoire retiennent de son septennat son action en faveur des femmes. Beaucoup de discours... et beaucoup de vent.

11 inter



NICARAGUA : AN II : Les difficultés auxquelles se trouve confrontée la révolution nicaraguayenne deux ans après le renversement de Somoza.

12-13 inter

SAHARA : Le roi du Maroc considère officiellement, la question du Sahara occidental comme « close », depuis la construction d'une ligne de défense. La réalité, c'est la progression dans la région des forces favorables à la paix, et l'échec du coup d'Etat en Mauritanie est aussi un échec pour Hassan II.



14-15 économie

LA BIOTECHNOLOGIE : La biologie, un des « créneaux » de pointe visés par la bourgeoisie française ? C'est ce que laisse entendre un rapport officiel.



**16
LA TENSION EN POLOGNE :** Des éléments de l'appareil d'Etat polonais n'ont pas renoncé à leur objectif : « renverser le cours des événements », comme l'exigent les dirigeants soviétiques.



Bilan d'un septennat

DU THEME DE LA REFORME...

1974 : qu'on s'en souviene, Giscard se présentait comme le candidat du «*changement sans le risque*». Des volontés réformistes étaient hautement proclamées, et des mesures suivaient : la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse, la majorité à 18 ans, un changement de style, comme la descente des Champs-Élysées à pied et en complet veston.

Réformes, réelles ou dérisoires, qui permettaient à ses hagiographes d'affirmer, après un an de mandat, qu'il avait tenu parole.

Aujourd'hui, changement de style. C'est sur le thème de l'ordre, de la sécurité, que s'effectue la campagne du président sortant. Et c'est la loi Peyrefitte qui est brandie comme le *nec plus ultra* de la Démocratie Française. Changement de langage, mais pas seulement de langage :

il y a bien eu, aussi, un net durcissement de politique par rapport aux velléités libérales annoncées. Nous en donnons quelques exemples, et tentons de discerner quelques-unes des raisons qui ont poussé à cet infléchissement de politique.

Par François NOLET

OURQUOI une aussi nette différence dans les thèmes avancés par le candidat Giscard en 1974 et en 1981 ? Sans prétendre examiner l'ensemble des changements politiques intervenus en sept ans, quelques hypothèses semblent pouvoir être avancées.

On pourrait penser à un changement conjoncturel, lié à la différence entre la situation politique du nouveau prétendant de 1974 et celle du président sortant de 1981. En 1974, le courant politique gaulliste, qui occupait jusqu'alors la scène politique, était contesté par le républicain indépendant Giscard. N'était-il pas logique dès lors que celui-ci maniait le thème du changement ? Et puisqu'il se trouvait opposé à un candidat socialiste, candidat unique de la gauche, n'était-il pas aisément compréhensible qu'il tempérât le thème du changement par l'adjonction de la clause «*sans le risque*», apparaissant ainsi comme occupant sur l'échiquier politique une position centriste, à mi-chemin de la droite conservatrice et du PCF ? Aujourd'hui, alors qu'il est le président sortant, le thème du changement serait d'un emploi plus délicat : le brandir serait avouer l'échec de sa propre politique, et appeler à un changement qu'il ne souhaite guère, un changement de président.

Cette situation différente — président ou prétendant — ne semble pourtant pas pouvoir tout expliquer. Il ne s'agit pas en effet seulement d'un changement de thématique électorale, lié à

des différences objectives dans le jeu des acteurs politiques. Des mesures réelles ont bien été prises dans les premières années du giscardisme : la législation sur l'interruption volontaire de grossesse, la majorité à 18 ans, ont été décidées avec l'aval de la gauche, et contre l'avis de forces réactionnaires puissantes. Pour ce qui est du versant autoritaire de la politique actuelle, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il date : ce n'est pas depuis quelques semaines seulement que Barre clame son mépris provocateur des «*porteurs de pancartes*», que Peyrefitte et Bonnet perfectionnent leur arsenal répressif, que Mme Saunier-Seïté fait des coupes sombres à l'Université... En fait, les réformes giscardiennes ont dès le début du septennat volontiers fait bon ménage avec des mesures rétrogrades et répressives.

Réformes et limites

Giscard arrivait au pouvoir après l'ère pompidolienne, qui s'était caractérisée par un grand immobilisme : refus de toute modification de la législation sur l'avortement, refus du droit de vote à 18 ans, etc. Si l'avortement a été libéralisé sous Giscard, le doit-on à son progressisme ? Que l'on ait en tête les luttes importantes qui se menaient alors sur cette question, et en face le refus crispé du pompidolisme pour cette reven-

dication des femmes, et l'on se persuadera que Giscard ne faisait que mettre à l'heure la pendule de la société française, en enserrant d'ailleurs le droit à l'avortement dans des limites assez étroites, comme nous le rappellerons par ailleurs.

La réflexion vaut pour la majorité à 18 ans. Cette mesure, réclamée de longue date par la gauche, et systématiquement repoussée par Pompidou, a été accordée dans les premiers jours du septennat giscardien. Faut-il y voir une volonté réformatrice importante, ou simplement l'enregistrement d'une évolution so-

ciale générale ?

Car, au même moment où de telles mesures étaient prises, d'autres étaient adoptées, qui n'allaient guère dans le sens du libéralisme avancé. C'est par exemple, dès le début du septennat, que le ministre de l'Intérieur Poniatowski lance ses opérations «*coups de poing*», en appelant la population à collaborer activement avec ses services de police. C'est aussi dès le début du septennat, lors du conflit du *Parisien Libéré*, que Giscard met ses forces de police au service du patron du *Parisien*, M. Amaury.

Autre exemple, celui de l'ORTF : l'éclatement de l'Office en plusieurs sociétés était présenté comme le garant d'un réel pluralisme de l'information, en rupture avec la période précédente, où l'ORTF était décrite en haut lieu comme «*la voix de la France*». La déférence observée aujourd'hui par les trois chaînes — indépendantes, au moins les unes des autres — est une illustration des limites de certaines réformes. Sans parler de la répression qui frappe les radios libres.

SUITE PAGE 5



...A CELUI DE L'ORDRE

Deux déclarations, deux discours

De 1974 à 1981, le discours « libéral » du giscardisme débutant a laissé la place à des valeurs plus anciennes : ordre, travail ; et les ouvertures en direction de l'opposition ne sont plus de saison. A cet égard, la comparaison des deux déclarations de candidature — celle de 1974 et celle de 1981 — est instructive.

Par François NOLET

« UNE majorité présidentielle élargie » vers le centre-gauche, c'était l'un des rêves du candidat Giscard en 1974. Sept ans d'efforts acharnés pour grignoter quelques personnalités chez les radicaux : mince résultat.

Souvenons-nous. Françoise Giroud, qui avait appelé à voter Mitterrand, se trouvait promue par Giscard secrétaire d'Etat à la Condition féminine. Elle devait rapidement en démissionner. Les invitations furent pressantes en direction des radicaux de gauche... avec des résultats variés, mais dans l'ensemble peu significatifs. Il y eut le ralliement de Caillavet... qui déclare aujourd'hui souhaiter l'élection d'un président socialiste, celui du radical autrefois de gauche Brousse, maire de Béziers, qui devint ministre pour cette raison. Aux municipales de mars 1977, il perdit la municipalité, et cessa du coup d'être ministre. De quoi rendre prudents les candidats à la décripation.

aucune mesure, et a sombré dans un oubli total. Depuis les convergences en matière de politique extérieure n'ont plus guère eu l'occasion d'apparaître, c'est le moins que l'on puisse dire, si l'on considère la vive polémique



qui oppose le président en exercice au candidat socialiste, précisément sur des questions de politique extérieure.

Socialo-centrisme : l'échec

L'objectif giscardien d'élargissement de la majorité à gauche a débouché sur un échec. Un projet émis au lendemain des élections municipales de mars 1977 allait pourtant dans ce sens. Il était question d'introduire la représentation proportionnelle au niveau des scrutins municipaux : une telle mesure, dégageant les partis de la nécessité de conclure des alliances,



aurait eu pour conséquence une plus grande fluidité de la vie politique. Des accords entre socialistes et giscardiens auraient pu se nouer au niveau local, d'autant que dans nombre de villes, les coalitions municipales socialo-centristes étaient encore en place à la veille des élections de 1977. Ce projet fut rapidement enterré.

L'échec de ces tentatives d'ouverture tient essentiellement à la nature du jeu politique français, qui reste dominé par une coupure droite/gauche. Le système majoritaire des législatives comme des présidentielles rend nécessaire la

constitution d'alliances dans un système où aucune force politique n'est en mesure d'obtenir à elle seule la majorité des suffrages.

Et il n'est guère conseillé, aujourd'hui, à un élu de gauche de tourner casaque, s'il veut conserver son siège acquis avec des voix de gauche. La constitution actuelle du système politique n'a pas évolué suffisamment pour permettre la réalisation des rêves giscardiens. Dès lors, le ton vis-à-vis de l'opposition n'a plus rien à voir avec la décripation, dans une élection dont l'issue est incertaine, et se jouera probablement à peu de voix.

Réquiem pour une ouverture

DANS l'allocution de Chamalières, Giscard définissait ainsi sa « politique nouvelle » en matière de politique intérieure : « Faire de notre pays un modèle de justice et de progrès social, de respect des règles démocratiques, de protection de la liberté de chacun ». C'était l'esprit de la thématique qui devait ressortir de son ouvrage *Démocratie Française*.

Que sont devenues la liberté et la démocratie sept ans plus tard ?

Il y a liberté et liberté

Le mot « liberté » est employé quatre fois dans la dernière allocution. Un fois pour dire que la France a « protégé sa liberté », affirmation tempérée par celle qui suit : « Elle a organisé sa sécurité ». Un deuxième emploi dans cette phrase : « La France mérite un vrai débat démocratique où la voix de la raison et du cœur, de la liberté et de la solidarité se fasse entendre, et finalement, j'en suis

sûr, l'emporte ». Chacun aura compris que cette « voix de la liberté » est, dans l'esprit du candidat, la sienne propre.

Ce qui est explicite dans un troisième emploi, où le citoyen-président-candidat regrette que ses fonctions l'aient empêché de s'« exprimer en toute liberté ».

Enfin le quatrième emploi concerne la « liberté d'entreprise », à laquelle on dit « adieu » si l'opposition l'emportait.

Liberté d'entreprise, liberté du président, liberté à la sauce « Sécurité et liberté » : le thème de la « liberté de chacun » a disparu. M. Giscard d'Estaing n'a oublié à son palmarès que la liberté des prix.

En revanche, les termes qui indiquent l'ordre, la discipline, le travail et le silence foisonnent. On relève : « L'effort de rétablissement », la « remise en ordre », le « travail courageux », la « solidité » (du franc), la « France forte » et « fière », qui « fait face », la « sécurité », la nécessité de « travailler ensemble ». Ceci contre « la décadence ». Et les Français cités en exemple

« ne sont pas toujours les Français les plus bruyants ». Ici, on ne râle pas, on bosse.

Retour à la crispation

L'un des thèmes de 1974 était la recherche d'une majorité élargie. Il s'adressait notamment aux réformateurs, encore dans l'opposition, et aux socialistes « qui refusent la société bureaucratique ». Dans cette vision des choses, il promettait pour la campagne en cours : « Je n'attaquerai personne, qu'il s'agisse bien entendu des candidats de la majorité présidentielle d'hier, qu'il s'agisse aussi des candidats de l'opposition ».

Aujourd'hui le vocabulaire n'est plus à la décripation, et l'opposition se voit définie comme des gens « acharnés depuis 1958 dans leur lutte contre la V^e République », proposant « des formules étatiques et bureaucratiques qui ont échoué partout ». Changement de ton, qui vise aussi les partis.

Au dessus des partis ?

En 1974, Giscard s'adressait aux électeurs en nommant des partis politiques : « Vous tous, électeurs UDR, Républicains Indépendants, Centristes, Réformateurs ».

Aujourd'hui, c'est le mépris pour les partis qui domine : le « président ne peut être l'homme d'un parti. Je ne solliciterai l'investiture d'aucune organisation. Je n'accepterai aucun arrangement, manœuvre ou combinaison (...) Je ne cherche pas à recruter des partisans ; je veux réunir les Français ». Le parti du président ne doit pas être content de voir ainsi attribuer aux partis en général tout ce qui est « arrangement, manœuvre, combinaison ». Dans la bouche d'un homme politique de droite, il y a là plus qu'un appel du pied à des réflexes anti-parlementaires à relent de poujadisme.

Les temps et le ton ont bien changé.

Défilés

L'invitation des responsables politiques de l'opposition à se rendre à l'Élysée, lancée au début du septennat, ne reçut d'abord de réponse positive que de la part de Robert Fabre, dont le semi-ralliement au régime n'a fait qu'accroître l'isolement politique. Le défilé à l'Élysée des chefs des deux grands partis de gauche, au lendemain des législatives de 1978, avait bien constitué une première dans l'histoire de la cinquième République, mais ses résultats furent nuls, et l'opposition resta l'opposition. Il y eut encore quelques visites de ce genre dans le cours de l'année 1978, mais l'habitude s'en est perdue depuis.

En matière de politique extérieure, notamment sur les questions européennes, de nettes convergences existaient pourtant entre Giscard et le PS. Ce que Giscard avait tenu à souligner en 1979 en se faisant accompagner à l'ONU par le député socialiste Jean-Pierre Cot. Il s'agissait d'une conférence sur le désarmement : elle n'a abouti à

Treize réformes pour une illusion

La liste des réformes giscardiennes dans les années 1974-1975 est loin d'être négligeable. On peut les regrouper en deux grandes catégories.

Les réformes politiques

Celles-ci visaient essentiellement trois objectifs : donner un visage libéral au nouveau pouvoir bien faire apparaître la rupture proclamée d'avec les pratiques politiques antérieures de la V^e République, et enfin, éventuellement, préparer les conditions d'une plus grande ouverture vers le centre gauche.

Giscard président commence par rompre une tradition bien établie : son premier ministre n'appartient pas à son parti, les Républicains Indépendants. Le choix des ministères est destiné à prouver que le gouvernement se sent concerné par les nouveaux problèmes de la société : un ministère des Réformes apparaît, ainsi que des secrétariats d'Etat aux Travailleurs immigrés, ou à la Condition féminine. Le ministère des Réformes disparaît avec son titulaire Servan-Schreiber, au bout de 11 jours. Postel-Vinay, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, quittera son poste quelques semaines après, quand il aura constaté que son sous-ministère ne dispose d'aucuns crédits, Françoise Giroud, à la « condition féminine » tiendra un peu plus longtemps avant que de (re)prendre ses distances. Mais l'image est là : Giscard bouscule des traditions établies en matière de structures gouvernementales.

Qui plus est, il lance rapidement l'idée des « monsieur » chargés d'un dossier précis : « Monsieur énergies nouvelles », et « Monsieur prostitution » seront les premiers d'une longue liste. Giscard tente ainsi de prouver qu'à l'Etat-UDR se substitue un régime capable de s'entourer de personnalités compétentes, au-delà des clivages partisans.

S'agissant du domaine politique, la réforme va plus loin. Dès l'automne 1974, le monstre ORTF, dont les gaullistes s'étaient tant servis, est fractionné, et dépecé en sept organismes publics. La diversité dans le monopole s'accompagne de divers règlements internes tendant à faire croire que l'opposition aura comme de juste droit de cité sur les antennes. Enfin, dernier avatar du vent de réforme, celui qui concerne les collectivités locales. Plutôt que de légiférer, Giscard choisit la con-



Ministres des Réformes... pendant onze jours !

certation, et annonce que tous les maires de France seront consultés. Ils le seront en effet, au fil des années, mais sans que rien n'en sorte.

Les réformes de société

Elles sont sans aucun doute les plus spectaculaires, et ce sont elles qui principalement ont façonné l'image libérale des premiers mois du giscardisme. La loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse, les simplifications des procédures de divorce, l'abaissement de la majorité effective et par conséquent le droit de vote à 18 ans sont les trois décisions les plus connues. Il en est pourtant d'autres, aux effets beaucoup plus symboliques : ainsi est-ce dans les premiers mois du giscardisme qu'a été libéralisée la censure dans les domaines littéraire et cinématographique et que le gouvernement a affiché sa « préoccupation » face aux conditions de détention dans les prisons françaises (la fameuse poignée de main de Giscard à un détenu, en 1974 à Lyon), ou encore face au problème de la prostitution.

Mises bout à bout, et dans un laps de temps relativement bref, toutes ces réformes pouvaient concourir à forger l'illusion. L'illusion d'un pouvoir rompant avec les pratiques politiques antérieures du gaullisme, l'illusion d'un régime mettant « les pendules à l'heure » dans le domaine des mœurs. L'illusion du changement.

SUITE DE LA PAGE 3

Pétain : «des mérites non reconnus»

En fait, au moment même où il prenait quelques mesures de réformes, destinées à actualiser quelques aspects dépassés de la législation, Giscard était porté par des forces sociales qui n'avaient rien de progressiste, et l'image de centre gauche qu'il tendait à se donner était très largement usurpée. Il a pu forger cette image lors des élections de 1974, où il avait recueilli le soutien des centristes, ainsi que des réformateurs, jusque là dans l'opposition, bref en apparaissant comme l'aile gauche de la majorité, en rupture avec le conservatisme appuyé de ses deux prédécesseurs.

Et pourtant... Son parti, les républicains indépendants, ne s'était pas distingué du gaullisme sur des bases particulièrement progressistes. Ne comptait-il pas dans ses rangs nombre de nostalgiques de l'Algérie française, qui reprochaient au général ce que l'on appelait alors l'« abandon » ? Dans un ouvrage paru dans les années 60, *Cartes sur table* (aujourd'hui introuvable), Michel Poniatowski, maître à penser de Giscard, disserte sur les « mérites non reconnus du maréchal Pétain ». Autant dire que l'école de pensée du président actuel est largement nourrie de la tradition de cette partie de la droite qui ne s'est jamais reconnue dans le gaullisme, mais pour des raisons qui n'ont rien de progressiste.

Discours de crise

Que Giscard n'ait rien d'un progressiste, voilà qui est clair.

Mais il avait été amené, sous la pression de l'évolution sociale, à prendre des mesures de réformes qui avaient quelque effet. Aujourd'hui le thème même de la réforme a disparu du discours officiel. Pourquoi cette évolution ? Ne doit-on pas en chercher les causes dans les effets idéologiques produits par la crise dans l'électorat majoritaire ?

Une situation de crise, d'incertitude du lendemain, est en effet propice, dans une part croissante de l'électorat de droite, à un repli frileux sur des valeurs sûres : la répression de la délinquance, perçue comme menaçante pour des biens durement acquis, mais plus largement le culte de l'ordre social, de l'Etat fort, efficace, débarrassé des éléments qui gênaient son fonctionnement, par exemple des magistrats soucieux d'indépendance.

Dans ce cadre, la criminalisation des conflits du travail, contenue en germe dans certaines dispositions de la loi Payrefitte — et dans nombre de pratiques judiciaires — va à la rencontre des désirs les plus réactionnaires, en désignant comme fauteurs de crise les travailleurs qui se mettent en grève, à une époque où tout devrait concourir à se serrer les coudes.

Que l'on voie ce qu'il est advenu d'un thème qui suscite périodiquement des débats passionnés, celui de la peine de mort : Giscard affirmait en 1974 sa « profonde aversion » pour la peine capitale, alors que des sondages dégageaient une majorité abolitionniste. Aujourd'hui il se drape derrière l'évolution de l'opinion pour refuser tout débat législatif sur ce sujet. Ne faut-il pas, pour contenter cette opinion, mettre dans sa poche cette « aversion » d'autrefois pour la peine de mort ?

Cette évolution de l'électorat de droite vers un conservatisme de plus en plus appuyé semble motiver bon nombre des thèmes de campagne du citoyen-prési-



De Pompidou à Giscard : une «ère nouvelle de la politique française» ?

dent-candidat. S'il avait pu apparaître comme l'aile gauche de la majorité, face à un RPR qui maniait le thème de l'ordre, on constate aujourd'hui un net rapprochement des thèmes sur lesquels Giscard et Chirac se disputent l'électorat de droite. Terrain sur lequel n'hésite pas à le concurrencer un parti comme le PCF, dont la propagande sur la sécurité et contre l'immigration s'adresse avant tout à la partie la plus réactionnaire, la plus arriérée de la classe ouvrière. La chasse aux passions les plus basses est ouverte.

PARIS 13^e : UNE ASSEMBLEE DE LA GAUCHE

C'EST le comité 13^e de l'Union dans les luttes (UDL) qui a pris l'initiative du rassemblement tenu le samedi 21 mars dans le 13^e arrondissement où sont venus plusieurs militants du PCF, du PSU, du PCR, de la LCR, de nombreux cédétistes, des militantes du Mouvement des femmes, des membres d'associations de défense des libertés... « Pour battre la droite, pour les luttes unitaires », le slogan affiché a bien été illustré au cours des 6 heures de débat.

A l'heure où les états-majors de la gauche alignent leurs divisions, les discussions de samedi ont montré qu'une tout autre campagne était possible. Sans nier leurs divergences, sans polémiquer pour autant, près d'une

centaine de participants, ont réfléchi ensemble aux insuffisances du combat pour la défense des libertés, thème qui faisait l'objet d'un forum, aux causes des divisions de la gauche, ainsi qu'aux perspectives d'action commune sur le plan syndical. Sur ce point, l'UL-CFDT 5^e-13^e, fortement représentée, des cédétistes de la SNCF, des militants CGT et CFDT du tri postal de Tolbiac, des lycéens de « Claude Monnet » membres de la coordination permanente lycéenne participaient au forum « divisions syndicales ». Ils se sont accordés pour trouver deux causes principales à la désunion. D'une part, l'union était assez formelle, venue d'en haut ; elle s'est brisée dès qu'a disparu l'accord au sommet. D'autre part, l'absence

de perspectives politiques à gauche entretient la division. Il a été décidé de constituer un groupe de travail syndical pour rechercher les façons dont les travailleurs peuvent recréer l'unité. Dans l'immédiat, il aidera le comité UDL des cheminots d'Austerlitz à se renforcer.

RECTIFICATIF

Dans notre dernière édition, une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article sur l'Isle-d'Abeau : « Ainsi l'UL-CFDT s'est bien développée ». Il s'agit en fait de l'UL-CGT.

Au Cadastre
(Paris 20^e)

UNE SEMAINE DE GREVE DE LA FAIM POUR L'EMPLOI

L'écho rencontré par la grève de la faim d'une semaine de cinq expéditeurs, cinq femmes, travaillant au Cadastre, pour leur emploi a remis à l'ordre du jour le problème des hors-statuts de la fonction publique. Cette grève de la faim qui a permis une sensibilisation sur leur lutte est terminée. Mais la grève de 80 % du personnel du Cadastre continue, depuis plus d'une semaine.

Comment en est-on arrivé là, dans cette administration dont le passé ne laissait pas prévoir une action aussi déterminée ?

DEPUIS 1974 le service du Cadastre fonctionne avec 50 % de non-titulaires. Parmi ceux-ci, une catégorie connaît le nec plus ultra de la précarité de l'emploi dans la fonction publique : les expéditeurs. Jeunes, au nombre de 76 aujourd'hui, ils effectuent le même travail que des titulaires (envoi au contribuable des données relevées sur le terrain par les techniciens du Cadastre), mais sont payés à l'heure (environ 2 800 francs pour 40 heures par semaine), ont la première paye deux mois après l'embauche, n'ont ni congés payés, ni primes, ni avantages sociaux et bien sûr sont licenciés sans indemnités du jour au lendemain.

En novembre 1980, la direction s'était engagée à mensualiser 30 expéditeurs : ils devenaient alors auxiliaires et pouvaient être titularisés au bout de 4 ans. Sous prétexte d'une restriction de budget, en février 1980, 26 d'entre eux reçoivent une lettre de la direction leur annonçant qu'au 1^{er} avril leur mensualisation prenait fin.

Leur choix était le suivant : la porte (le chômage sans indemnités) ou le retour à la situation d'expéditeurs.

Le choix de la lutte

Ils en ont fait un autre : la lutte pour l'emploi. Avec les secteurs CGT et CFDT, ils font alors en février 4 jours de grève reconductible avec 80 % du personnel du Cadastre, une manifestation devant la Direction Générale des Impôts, une popularisation et un appel au soutien financier auprès des contribuables.

La Direction Générale des Impôts refuse de négocier. Les 26 expéditeurs soutenus par le personnel, et les sections CGT et CFDT lui adressent alors une motion demandant la mensualisation de tous les expéditeurs.

En cas de réponse négative, une grève de la faim est décidée.

La direction fait alors des propositions inacceptables : dispersion des 26 auxiliaires à 2 ou 3 par directions parisiennes (sans garantie d'emploi), ou maintien dans le 20^e comme expéditeurs. Les propositions sont refusées.

Devant le mutisme de la Direction Générale, le lundi 16 mars, 3 expéditeurs, 3 femmes entament une grève de la faim dans le local syndical, soutenues par la grève des autres expéditeurs. Deux jours plus tard, elles sont 5, et le personnel du Cadastre est en grève reconductible à 80 % pour les soutenir, avec les sections CGT et CFDT.

La répression comme réponse

La réponse de l'administration est éloquent : le lundi soir elle envoie la police évacuer les grévistes de la faim du local syndical. Elle interdit ensuite l'accès du local syndical toute la semaine. Les grévistes de la faim poursuivent alors leur grève dans le hall des Impôts, avec des banderoles, tracts, et panneaux explicatifs, les grévistes autour d'elles. Chaque soir, la direction envoie les flics les évacuer. La mobilisation grandissant, le 19 mars, elle suspend 25 titulaires grévistes en leur interdisant l'accès aux locaux. Les contrats des 26 expéditeurs sont rompus. Le refus de négocier est total, malgré l'arrivée inattendue en fin de semaine, au milieu des grévistes, du directeur général des Impôts en personne, qui sous les sifflets des grévistes, annonce qu'il comprend bien que « le problème de l'emploi est sérieux... » mais qu'il « ne saurait tolérer une telle situation plus longtemps dans le hall des Impôts... »

Le lundi 23 mars, la direction bloque l'entrée du hall...

L'intransigeance de la direction montre l'importance de l'enjeu

de cette lutte : la possibilité d'avoir un emploi fixe et sûr. Et l'on sent planer l'ombre des plans de restructuration de l'administration, du type rapport Longuet, dont le but est de casser le statut des fonctionnaires et installer la précarité comme règle d'emploi pour la majorité des employés administratifs.

Conscients de l'enjeu difficile de la lutte, les grévistes examinent aujourd'hui comment organiser une lutte longue, qui permettra de relayer la grève de la faim. Ils ont plusieurs atouts : d'abord l'unité des deux sections SNI-CFDT et SNADGI-CGT du Cadastre, dans la conduite de la lutte. Unité d'autant plus nécessaire que de nombreux grévistes ne sont pas syndiqués et n'apprécieraient guère toute manœuvre de division.

La solidarité s'organise

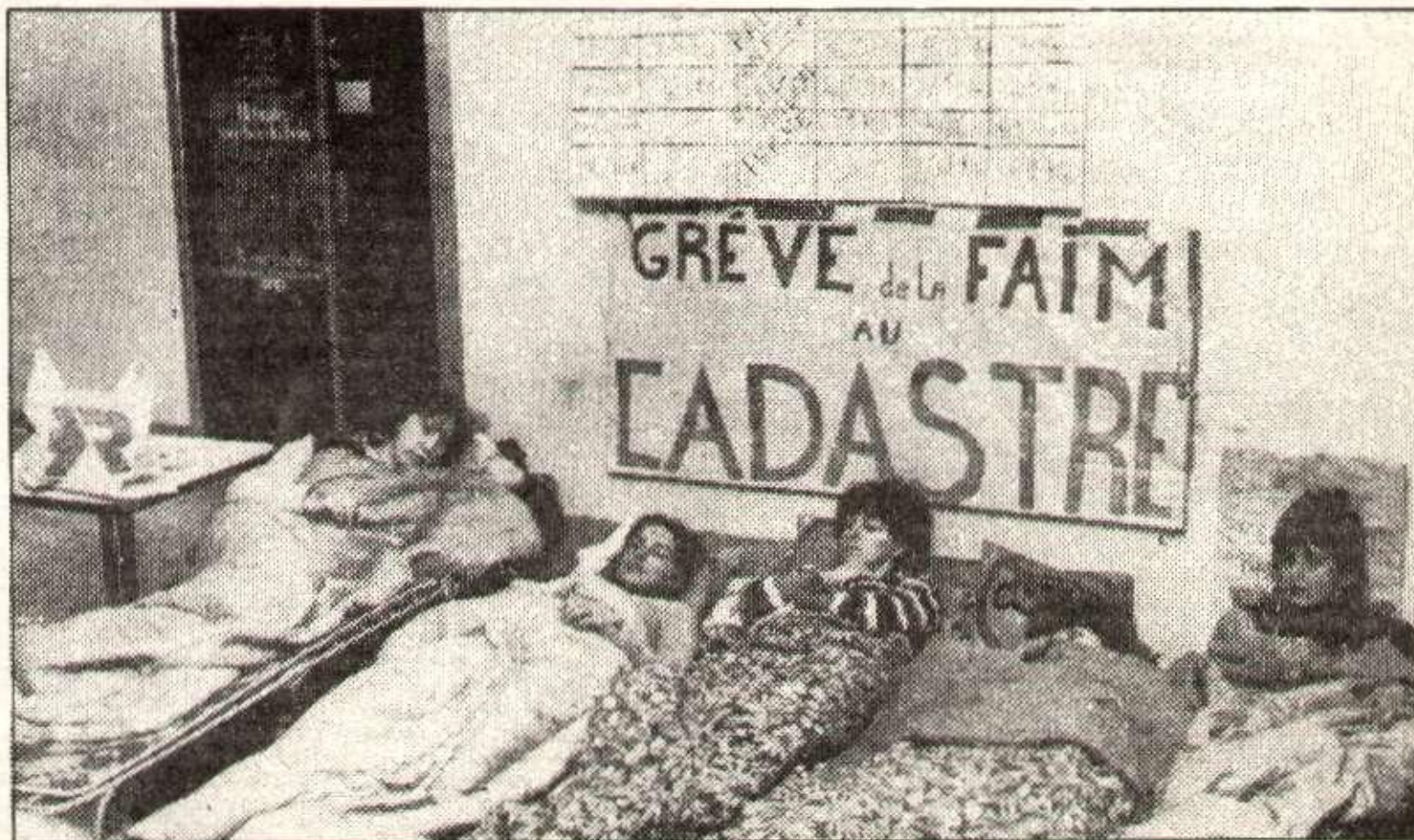
Ensuite la popularisation et la solidarité financière, indispensable, qui commencent à arriver : d'abord dans les services parisiens des Impôts où les grévistes, le SNI-CFDT et le SNADGI-CGT organisent active-

ment le soutien, puis maintenant sur le quartier du 20^e arrondissement où les grévistes vont populariser leur grève sur les marchés, au métro, vers les autres entreprises.

Les syndicats régionaux CGT et CFDT se sont accordés sur la nécessité d'appeler le 26 mars (journée fonction publique CGT par ailleurs) tout le personnel des impôts à la grève, en soutien à la lutte du Cadastre, et sur une plate-forme centrée sur les revendications des grévistes et des hors-statuts : mensualisation des expéditeurs, levée des sanctions. Une manifestation spécifique des Impôts partira à 14 heures du Cadastre, rue Paganini (20^e arrondissement) à la direction des Impôts, au Palais Royal.

Devant le soutien et l'écho grandissant dont bénéficie cette lutte, la direction générale pourrait-elle maintenir son attitude de mépris, sa remise en cause du droit de grève et des libertés syndicales, et son refus de négocier sur cette question capitale des hors-statuts de la fonction publique ?

Correspondant Paris



« NOUS NE PERMETTONS A PERSONNE DE RENDRE LES IMMIGRES RESPONSABLES DE LA CRISE »

Interview de l'Association des Marocains en France

La Maison des Travailleurs Immigrés (MTI) a lancé l'initiative d'une manifestation le 4 avril. Cette manifestation de riposte contre les attaques multiples dont sont l'objet les immigrés sera organisée en commun par les associations de travailleurs immigrés regroupées dans la MTI, les collectifs de quartier, les associations françaises de solidarité et les syndicats.

A cette occasion, nous avons interviewé l'Association des Marocains en France (AMF) sur les différents problèmes posés actuellement à l'immigration.

Propos recueillis par Gérard PRIVAT

► Les attaques contre les travailleurs immigrés se sont multipliées ces derniers temps. Comment analysez-vous la politique actuelle du gouvernement en direction de l'immigration ?

Nous pensons que la situation actuelle est des plus difficiles pour l'immigration sur tous les plans. Au plan de la crise économique, ce n'est pas nouveau, la bourgeoisie essaie de se sortir de sa crise en procédant à de vastes restructurations qui touchent de front les masses populaires et particulièrement les couches les plus démunies et les plus vulnérables que sont les immigrés.

Nous ne pensons pas que la bourgeoisie veut renvoyer tous les travailleurs immigrés chez eux ni que sa politique répressive consisterait seulement à museler les immigrés jugés trop combattifs. C'est plus subtil. En fait, la bourgeoisie cherche à mettre les travailleurs immigrés dans une situation de précarité, d'irrégularité qui lui permette d'utiliser la main-d'œuvre immigrée comme bon lui semble. Garder ceux qui lui sont nécessaires, renvoyer ceux dont elle n'a plus besoin, tout cela en fonction des besoins découlant des restructurations en cours.

Pour cela, la bourgeoisie a mis au point un arsenal juridique assez perfectionné qu'elle a surtout élaboré en 1979-1980. D'autre part, elle renégocie les accords avec les pays d'origine, dont beaucoup coopèrent activement avec elle.

Dans cette situation, les tra-

vailleurs immigrés se trouvent pris en sandwich entre leur situation précaire en France et l'absence de structures d'accueil s'ils retournent dans leur pays d'origine. Egalement, on assiste à une remise en cause des maigres acquis qui avaient pu être obtenus.

Nous pensons qu'il est nécessaire dans cette situation d'unir toutes les forces pour lutter contre cette politique et ceci à deux niveaux : dans l'entreprise avec les syndicats pour empêcher que la restructuration ne se fasse sur le dos des travailleurs en général et des immigrés en particulier ; d'autre part il y a le travail quotidien de la rue, du quartier, de la communauté, des foyers sur le plan social.

Il y a danger de désarticulation de toutes possibilités de lutte commune, surtout dans cette période électorale. C'est dans ce sens que la MTI a pris l'initiative de lancer l'idée de la manifestation du 4 avril.

D'autre part, il faut dépasser le stade de la simple solidarité envers des gens défavorisés et sans droits. Le problème c'est celui de la lutte commune française et immigrés. Notre association encourage les travailleurs immigrés à prendre leur place dans les syndicats, à y exercer des responsabilités par exemple dans les commissions immigrés. Dans notre association, tout le monde est syndiqué suivant son choix, soit à la CFDT, soit à la CGT. Nous pensons qu'à l'entreprise, la lutte commune passe par l'organisation syndicale. Cela n'empêche pas l'association de donner son point de vue sur les problèmes.



► Certaines forces de gauche ont pris des positions inquiétantes dans la dernière période au sujet des immigrés, allant même jusqu'à reprendre à leur compte les thèmes habituellement développés par la droite. Qu'en avez-vous pensé ?

Pour nous, les choses sont très claires là-dessus. Quelle que soit la situation, nous ne permettons à personne d'accuser l'immigration d'être responsable de la situation actuelle, que cela vienne de la droite, de la gauche ou de n'importe quelles forces.

Nous avons toujours voulu mettre en arrière-plan les divergences que nous pouvons avoir avec les différentes forces de gauche dans un souci de rassemblement le plus large possible contre les plans de la bourgeoisie contre les immigrés. Notre point de vue c'est qu'il faut l'unité face à la bourgeoisie. Maintenant, cela ne nous a jamais empêchés d'explicitier nos points de vue divergents quand cela était nécessaire.

Aujourd'hui, il y a une situation tout à fait exceptionnelle. Elle se caractérise par deux choses. D'abord il y a la situation

électorale en France. Ensuite, il y a une transformation à l'échelle internationale qui remet en cause beaucoup de forces classiques, leur manière de travailler, de concevoir... Cela conduit à l'apparition de nouveaux clivages en France.

Dans cette situation, certaines forces, et je nommerais le PCF ont eu des pratiques ignobles, inadmissibles, impardonnables. Cette politique est, c'est le moins que l'on puisse dire, ségrégationniste. On sait bien que les attaques contre l'immigration, couche la plus vulnérable, la plus démunie, prépare le terrain pour mieux étouffer d'autres couches sociales, comme les femmes, les jeunes, les vieux, les handicapés et plus généralement l'ensemble de la classe ouvrière. Donc il faudrait faire face à cette politique avec une vision très élargie, très unitaire et avec des formes de lutte efficaces.

Un certain nombre de forces ont émis des positions que nous ne partageons pas. Mais le PCF est allé bien au-delà des positions, il est passé aux pratiques. C'est une grave erreur de la part de la direction de ce parti qui ne manquera pas d'avoir beaucoup de répercussions aussi bien au niveau des militants de ce parti

qu'au niveau de ses relations avec les associations et l'immigration en général.

Il y a eu Saint-Denis, Dammarie-les-Lys, Vitry puis Ivry. Nous avons protesté contre cette politique sans pour autant l'étaler partout. Mais par la suite, il y a eu l'affaire de Montigny qui nous a posé le problème de prendre clairement position. D'autant que le PCF n'a aucunement pris la peine de contacter aucune association pour discuter de son « Manifeste sur l'immigration » mais est passé directement à l'assimilation entre drogue, insécurité, chômage et travailleurs immigrés. Nous ne pouvons tolérer cela.

Nous pensons également qu'il faut mettre en garde contre tous les anti-racistes de conjoncture qui sautent sur les pratiques actuelles du PCF pour faire de l'anti-communisme primaire et même de l'anti-syndicalisme. Nous n'avons rien à voir avec cette sorte d'anti-racisme et nous ne voulons pas permettre une récupération d'un mouvement de protestation contre le PCF pour qu'il devienne un mouvement anti-communiste ou anti-PCF, ce n'est pas notre problème.

SUITE PAGE 15

Sept ans de Giscard

DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES A...

Dans les numéros qui viennent, PLS tirera le bilan du septennat sous différents angles : fonctionnement de la justice, cadre de vie, condition de la femme, inégalités etc. Nous commençons ici sur la question de la femme



AUJOURD'HUI

Par Monique CHERAN

« J'espère que sur les dix ou douze lignes que les futurs manuels d'histoire réserveront à mon septennat, une ou deux seront consacrées à mes efforts pour améliorer la condition féminine ». C'est Giscard qui, devant un parterre de déléguées régionales à la condition féminine, se prenait ainsi à rêver, en octobre 1977. Car c'est bien d'un rêve qu'il s'agit.

Si l'on en croit un récent sondage IFOP-Figaro-Magazine, elles sont bien peu nombreuses, les femmes qui créditent Giscard d'un mérite personnel dans l'amélioration de la condition féminine sous son septennat. Toujours selon ce sondage, 65 % des femmes estiment que la condition féminine a progressé. Mais seulement 14 % d'entre elles y voient la main du président, alors que 36 % estiment que c'est le résultat de la lutte des femmes, et 43 % de l'évolution générale des mœurs. Ces pourcentages changent d'all-

leurs d'une façon notoire quand on leur demande de parler de leur propre sort. 63 % de ces femmes trouvent que « leur condition n'a pas changé » seulement 19 % qu'elle s'est « plutôt améliorée », et 15 % qu'elle s'est « plutôt détériorée ».

« Les femmes ont été longtemps patientes... »

Que reste-t-il donc, à quelques

semaines de la fin de ce septennat, de tout le bruit fait autour des femmes à l'arrivée de Giscard à l'Élysée ? Qui croire ? Giscard déclarait à une époque : « Les femmes ont été longtemps patientes, elles ne le sont plus ». Son ministre de l'Éducation, Christian Beullac, estimait de son côté, en 1977, que « la place des femmes était à la maison, avant l'atelier ou le bureau ». Et Giscard encore : « La nature veut que les femmes françaises aient toujours à faire face à deux problèmes : le problème de la maternité et de l'éducation des enfants d'une part, le problème de leur vie professionnelle de l'autre ». Merci !

Des textes à la pelle

Quand même, pourra-t-on objecter, il y a eu des textes, des décrets. Certes, il y en a eu. Nicole Pasquier, par exemple, secrétaire d'État chargée de

l'emploi des femmes, n'est-elle pas en mesure de montrer noir sur blanc vingt-sept mesures sur le seul problème du travail féminin ? Et Monique Pelletier, ex-ministre de la Condition féminine n'est-elle pas capable d'en étaler cinquante-cinq ? Le système juridique de notre pays n'a-t-il pas été purgé de l'essentiel des dispositions discriminatoires ? N'y a-t-il pas eu des lois proclamant l'égalité des sexes ? N'y a-t-il pas eu des lois sur l'avortement, sur le divorce, et j'en passe... N'est-ce pas là la preuve d'une volonté politique favorable aux femmes ?

En majorité mécontentes

Halte-là. Certes, nous avons eu des lois, des décrets, et même des ministres et des secrétaires d'État. Mais il faut s'interroger sur les causes, et les

effets, de tout ce chambardement. Comment se fait-il que les femmes estiment, par exemple que les grands thèmes mis en avant par Giscard sont avant tout du vent ? Reprenons le sondage IFOP-Figaro-Magazine : la majorité des femmes interrogées estiment que l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes a été mal appliquée, de même que l'égalité des chances à l'embauche. 40 % estiment que le droit au travail a été mal appliqué (contre 25 %), 39 % pour le droit à l'avortement (contre 24 %).

A quelques semaines des élections présidentielles, où le vote des femmes est majoritaire, Giscard n'a donc pas toutes les raisons d'être serein. Mme Pelletier, devenue le grand chef de sa campagne électorale, est satisfaite. N'a-t-elle pas déclaré : « Je peux dire loyalement et fermement que tout ce que nous pouvions mettre en œuvre, décider, faire progresser l'a été ». Regardons-y de plus près.

Que trouve donc Giscard, lorsqu'il arrive à l'Élysée en 1974 ? Plus précisément, que trouve-t-il du côté des femmes ? Peut-on dire, comme M. Fouquet, conseiller technique du président, le dit aujourd'hui : « En 1974, aucun problème femme, excepté l'avortement, n'était soulevé » ? Il faut avoir la mémoire courte, ou bien estimer que sur tout ce qui a été débattu ces dernières années, c'est à Giscard qu'on le doit, à son action politique propre. Quelle dérision ! Prenons donc les choses point par point, et dans leur évolution : avortement, divorce, problèmes de l'emploi, et enfin l'action gouvernementale au niveau des structures.

L'IMPOSTURE

Loi sur l'avortement : pas un cadeau

MICHEL Poniatowski à Simone Veil : « Il faudra d'urgence régler le problème de l'avortement parce qu'un jour, il y aura un avortement sauvage dans votre bureau ou dans le hall du ministère ! »

On ne saurait mieux dire à quel point l'autorité de l'État était alors cent fois bafouée chaque jour. Officiellement, la loi de 1920 faisant de l'avortement un crime passible de la prison était toujours en vigueur. Dans les faits, depuis le procès de Bobigny, les femmes crient au grand jour leur révolte devant cette loi ! Qu'on se souvienne. En 1971, lors du procès d'une jeune femme, Marie-Claire, 343 femmes se solidarisent publiquement. En 1972, c'est le manifeste des médecins : un millier d'entre eux déclarent avoir pratiqué des avortements. En 1973, c'est la création du MLAC, auquel participent le Planning Familial et la CFDT, qui allie mobilisation poli-

tique et prise en mains directe par des groupes militants des avortements, largement démedicalisés de ce fait. C'est donc toute une série de pouvoirs qui sont ainsi remis en cause : pouvoir de l'État, pouvoir de la médecine, et le droit des femmes d'avoir les enfants qu'elles veulent qui est affirmé. Cette lutte dépasse en fait le seul problème de l'avortement, dans la mesure où elle porte en elle l'aspiration des femmes à une autre vie, à d'autres rapports sociaux dans tous les domaines. La loi Veil de 1975 ne sera donc pas un cadeau. Elle sera bel et bien le résultat d'une lutte massive, portée par une aspiration nouvelle qui s'exprime avec force.

Elle ne sera pas non plus un cadeau dans sa formulation même : très restrictive quant aux délais, ne s'appliquant aux mineures et aux femmes immigrées que si les premières ont l'autorisation des parents et si les secondes résident en France

depuis plus de trois mois, et enfermant les femmes dans un milieu médical encore très hostile à l'avortement. A noter au passage que c'est la seule loi française qui sera votée pour cinq ans, comme « à l'essai » ! Rappelons aussi que l'avortement n'est pas remboursé par la Sécurité sociale, et qu'il coûte au moins 700 francs !

Elle sera encore moins un cadeau quand on voit aujourd'hui qu'elle est votée définitivement, l'application qui en est faite.

Un droit remis en cause

A l'hôpital Lariboisière qui couvre trois arrondissements parisiens (9^e, 10^e, 18^e), il y a douze femmes en consultation et seulement deux IVG par jour au service des urgences. A Saint-Antoine (12^e), il n'y a que 6 IVG par semaine, et 4 à Bichat (17^e

et 18^e). C'est pire encore en province. Dans les Yvelines, il y a un avortement pour 347 demandes. Dans la Marne, il y a un avortement pour 235 demandes. Cela veut dire que souvent les femmes se retrouvent très vite en dehors des délais légaux, d'autant plus que seulement 58,8 % des hôpitaux vont jusqu'aux dix semaines légales. Les autres refusent les femmes au-delà de 6 ou 7 semaines ! Ce sont bien souvent les hôpitaux eux-mêmes qui envoient les femmes au Planning Familial ou dans des cliniques privées ! En 1980, les hôpitaux ont adressé plus de 2 600 femmes au Planning Familial parce que les délais légaux étaient dépassés. Les voyages en Angleterre, où la loi permet des avortements beaucoup plus tardifs, ont doublé en 1980, au point que le Planning Familial organise de nouveau, comme avant la loi, des voyages collectifs !

Cela se double d'une nouvelle

forme de dissuasion par la surmédicalisation de l'avortement : échographies, radios, anesthésie et donc électrocardiogrammes. A la fois, frais supplémentaires, obligation de rester plus longtemps à l'hôpital, et culpabilisation plus grande !

En même temps, on est passé d'une période relativement libérale dans les faits, à une répression énorme, dont témoignent les procès récents. Alors que sur Paris, l'Assistance Publique n'effectue que 4 % des IVG, on fait aujourd'hui la chasse à tout ce qui dépasse le cadre de la loi ! Récemment encore, la DASS elle-même orientait les « cas détresse » sur des cliniques « complaisantes ». Aujourd'hui, contrôles sauvages, inculpations, fermetures de cliniques, emprisonnements de médecins... C'est dans les faits une remise en cause brutale du droit des femmes à l'avortement : il devient de plus en plus difficile d'avorter légalement !

Giscard : « à la maison ! »

Le fait que les femmes pénètrent dans l'ensemble des activités professionnelles est, à mon avis, un enrichissement pour la société française... « Les femmes peuvent introduire dans la vie professionnelle un sens plus aigu des réalités et un sens plus direct des détresses qui contribuera à faire de la société française une société plus juste et plus humaine ». Ces deux déclarations sont de Giscard. Encore une fois merci...

Comment peut-il se prévaloir d'avoir fait quelque chose pour le droit des femmes au travail ? Va-t-il nous dire, comme il l'a fait récemment à la télévision, sur son tableau de professeur, à propos du nombre total de gens au travail aujourd'hui, que les femmes sont plus nombreuses à travailler en 1981 qu'en 1974 ? Assurément, de plus en plus de femmes travaillent, veulent travailler. Aujourd'hui, les jeunes filles n'attendent certes plus le prince charmant en brodant un trousseau. Mais en quoi, lui, Giscard, y est-il pour quelque chose ?

Que constate-t-on en effet ? Qu'aujourd'hui, alors qu'elles représentent 40 % de la population active, les femmes constituent 60 % des chômeurs. 8 % de plus qu'en 1974, lorsque Giscard a été élu. Qu'entre 1977 et 1980, il y a eu une augmentation de 16 % du chômage féminin, et une très légère diminution

de celui des hommes (- 2 %). Et que cela n'est pas fini. En dépit des discours sur les métiers d'avenir pour les femmes, il se trouve en effet qu'elles constituent le gros des effectifs dans des secteurs en crise comme le textile, ou dans des secteurs où la restructuration, l'introduction massive de l'informatique, signifient la suppression de milliers de postes (- 30 % dans le tertiaire).

Giscard nous dira sans doute qu'il n'y est pour rien, que c'est la crise. On connaît. Mais il ne se contente pas de subir la crise ! Il l'aiguise : comment comprendre autrement les lois votées au novembre dernier sur le travail partiel ? N'est-ce pas, au travers d'une propagande intense en faveur du travail partiel, tout faire pour saper l'indépendance économique des femmes, et en même temps les cantonner dans un style de travail particulièrement déqualifié ? Sans parler des divers projets de loi sur le travail intérimaire, destinés très largement aux femmes, sur le thème fallacieux « un travail si je veux, quand je veux »...

Tout cela s'appuie à la fois sur l'idée qu'en période de crise il faudrait laisser le travail disponible plutôt aux hommes, et que de toutes façons, avant de penser au travail dehors, les femmes doivent résoudre les problèmes d'enfants et de maison. Au pis aller, qu'elles se débrouillent pour résoudre l'en-

semble travail/enfant/maison, comme le dit Giscard lui-même ! Car il ne faut pas trop compter sur lui pour obtenir des équipements collectifs !

Voilà pour le droit au travail. Il reste à voir de quel travail il s'agit ! Bien sûr, sous Giscard, quelques femmes sont devenues ministres, juges de ceci ou de cela. Mais pour l'écrasante majorité des femmes travailleuses, c'est autre chose. En 1972, une loi était votée sur l'égalité des salaires. Ça laisse songeur : presque dix ans plus tard, les salaires moyens des hommes sont de 50 % plus élevés que ceux des femmes, et passent du simple au double entre une femme de province et un homme travaillant dans la région parisienne !

Rien n'est fait pour contraindre les patrons à respecter cette loi. Et au niveau gouvernemental, c'est l'inertie la plus complète. Ainsi, Françoise Giroud, du temps où elle était ministre, avait entre autres proposé une « remise en ordre des classifications professionnelles et des coefficients hiérarchiques pour les travailleuses manuelles ». Ce n'était sans doute pas grand chose, mais il est certain que l'application de la loi sur l'égalité des salaires passe aussi par ce genre de remise en ordre. Trois ans après, en 1979, on en était toujours au stade de l'étude. Rien

n'avait, rien n'a toujours été fait, pour examiner d'un peu près le travail à la chaîne, pour prendre en compte les qualités exigées des femmes à ces postes.

Sur les pratiques sexistes à l'entreprise, on se contente en général d'alléguer « les mentalités », il est très rare qu'elles soient sanctionnées. Quelle diffé-

rence d'attitude ici, au travail, et quand il s'agit de l'avortement. D'un côté, on parle « du poids des mentalités », de l'autre, on dit, « la loi, rien que la loi »... Là encore, deux poids, deux mesures : l'État ne peut rien pour promouvoir un tant soit peu l'égalité hommes/femmes dans le travail...

Loi sur le divorce : rattraper le retard sur les faits

ON a beaucoup parlé aussi de la loi sur le divorce qui disons-le tout de même, ne concerne pas que les femmes, mais dont il est intéressant de voir qu'on l'associe automatiquement aux femmes. La loi du 11 juillet 1975 introduit, à côté du divorce traditionnel prononcé « aux fautes », le divorce par consentement mutuel et le divorce pour rupture de la vie commune. Là encore, s'agit-il d'un cadeau octroyé aux femmes ? Il ne semble pas. D'abord parce que le divorce par consentement mutuel ne fait que traduire légalement, une fois encore, un état de fait. Il était de notoriété publique que bon nombre de magistrats couvraient des divorces de complaisance, où les griefs étaient largement bidons...

Cette loi correspond à un refus de plus en plus partagé d'étaler sa vie privée devant les tribunaux, à une volonté de décider

soi-même de se séparer sans s'enfoncer dans des procédures souvent infamantes. Mais là encore, elle n'est que le résultat d'un changement intervenu en dehors du gouvernement, dans la vie elle-même. Et elle ne résoud pas tous les problèmes, concernant par exemple les chantages possibles de l'un des conjoints menaçant de passer à une autre procédure, ou la question des pensions alimentaires, dont l'énorme majorité est au moins très irrégulièrement versée.

En fait, si la loi de 1975 évite en partie une situation dégradante pour tout le monde, elle ne fait que prendre acte d'un changement. Reste entre autres la question cruciale des moyens financiers pour les femmes de vivre seules, et donc de décider de divorcer. Droit au travail et droit au divorce sont en fait difficilement dissociables.

Des femmes au gouvernement... et puis ?



Pour donner des médailles à quelques femmes... deux ministres (Veil et Pelletier) et une femme de président de la République.

EN 1974, c'est la première fois dans l'histoire de la V^e République qu'il y a tant de femmes au gouvernement : elles sont quatre : Simone Veil a seule droit à un fauteuil de ministre, celui de la Santé, trois autres sont secrétaires d'Etat, Hélène Dorlhac à la Condition pénitentiaire, Annie Lesur à l'enseignement préscolaire et Françoise Giroud à la Condition féminine. Quatre femmes, donc, mais quand même à des postes... « féminins ». Elles ont peu de pouvoirs, mais si elles en avaient eu, on se demande ce qu'elles en auraient fait. Toujours est-il que cette opération n'est pas innocente, et que cette « ouverture » aux femmes, principalement à Françoise Giroud, directrice de *L'Express*, qui, quelques semaines plus tôt, affichait son soutien à Mitterrand, à pour synonyme « décripation politique », thème à la mode dans les discours giscardiens.

Quelle était donc la mission de Françoise Giroud ? « Promouvoir toutes les mesures destinées à améliorer la Condition féminine, favoriser l'accès des femmes aux différents niveaux de responsabilité, éliminer les discriminations dont elles peuvent faire l'objet ». Vaste programme, mais sans un gramme de moyens : Françoise Giroud dépend directement de Chirac, premier ministre d'alors, et n'a aucun budget ! Elle ne peut que conseiller, émettre des propositions. Ainsi, en 1976, sortent 100 mesures pour les femmes à mettre en œuvre avant les élections de 1981. Quelques mois après, Françoise Giroud, de guerre lasse, quitte son poste. Le secrétariat à la Condition féminine est supprimé...

A la même époque arrive Raymond Barre. Toujours quatre femmes au gouvernement, pas

tout à fait les mêmes. Simone Veil est toujours là, Alice Saunier-Séité est secrétaire d'Etat aux universités, Christiane Scrivener à la Consommation et Françoise Giroud est passée à la Culture. Il n'y a donc plus de poste à la Condition féminine au niveau gouvernemental.

Par contre, on monte à Lyon une délégation nationale à la Condition féminine, dirigée par Nicole Pasquier. Les objectifs sont toujours les mêmes... et les moyens encore plus faibles, puisqu'elle est loin de tout centre de pouvoir.

En 1978, Nicole Pasquier devient secrétaire d'Etat à l'emploi féminin ; elle est remplacée par Jacqueline Nonon, qui démissionnera très vite et avec éclat, dénonçant le « décalage entre le discours et la pratique ». Elle n'aura pas tenu six mois.

L'image de marque « féministe » de Giscard faiblissant nettement, il fait entrer Monique Pelletier au gouvernement, en septembre 1978. Enfin un ministre pour la Condition féminine ! Monique Pelletier, c'est un peu la championne du saupoudrage, des mesures sectorielles qui ne coûtent pas grand chose, mais dont on peut parler beaucoup. Avec elle, Giscard est content. Elle aussi est satisfaite : « Tout ce que nous pouvions mettre en œuvre, décider, faire progresser l'a été ». A tel point que Giscard l'a promue à la direction de sa propre campagne présidentielle... Les femmes ne constituent-elles pas plus de 52 % de la population ? Mais entre les discours du début sur les réformes, les 100 mesures de Françoise Giroud, le discours d'aujourd'hui, d'une part, et la réalité vécue ces sept dernières années, d'autre part, il y a un abîme : l'imposture.

SUCCES DES « 6 HEURES POUR LE SALVADOR ET L'AMERIQUE CENTRALE »

L'idée de réaliser à Paris une vaste initiative sur le Salvador et l'Amérique centrale, qui soit à la mesure des développements de la situation dans cette région du monde, était née de la rencontre de préoccupations convergentes de membres des comités de solidarité : Salvador, Guatemala, Nicaragua, et de personnes qui avaient déjà été à l'initiative des « 6 heures pour l'Afghanistan » de juin dernier.

L'idée s'est concrétisée le 20 mars au soir à la Mutualité, où l'affluence exceptionnelle — environ 4 000 personnes — et la participation à la soirée, pendant près de 6 heures d'affilée, d'une partie notable de l'assistance, ont témoigné des potentialités qui existent aujourd'hui pour développer un large courant de solidarité avec le peuple du Salvador et les autres peuples d'Amérique centrale.

LES documents filmés aussi bien que les témoignages de certains orateurs soulignent à la fois la brutalité d'une répression exercée par des dictatures bénéficiant de l'aide active de l'impérialisme nord-américain, et la vigueur de la lutte populaire. Les images saisissantes du film de Frank Diamond, où l'on voit un Salvadorien écrire sur un mur : « La révolution ou la mort », avec le sang d'un de ses compagnons qui vient de tomber sous les balles de la junte prenaient d'autant plus de relief avec la présence à la tribune de témoins comme Marianella Garcia Villas, présidente de la commission des Droits de l'Homme au Salvador. Les membres de cette commission sont désormais systématiquement poursuivis et enlevés par les hommes de la junte. La brutalité de la répression, cette fois au Guatemala, fut aussi décrite, par l'intervention du comité pour les disparus qui porte le nom de l'écrivain Alaïde Foppa. Cette femme enlevée le 19 décembre dernier par les gorilles guatémaltèques, déclarait un an plus tôt, au cours d'un colloque de « Choisir » à l'UNESCO, à Paris : « Je sais qu'au Guatemala, les femmes continuent d'y donner la vie, d'une manière prolifique dans la misère et l'abandon, mais je sais aussi que les gouvernements continuent d'y donner la mort : 8 victimes par jour, en moyenne, telle est l'horrible comptabilité de la répression ».

Les « 6 heures » se déroulaient quatre jours avant le premier anniversaire de l'assassinat de Monseigneur Romero, évêque de San Salvador, qui avait courageusement défendu « le droit à l'insurrection pour les pauvres ».

Ainsi, sa mémoire, comme symbole de l'engagement d'une partie de l'Eglise latino-américaine dans le combat pour l'émancipation sociale, fut amplement évoquée, avec notamment Pierre Toulat, de « Justice et paix », et l'évêque mexicain de Cuernavaca, Monseigneur Mendez Arceo alter ego de Don Helder Camara, du Brésil.

La conviction de madame Argandona

Un des temps forts du rassemblement fut incontestablement l'intervention de madame Ruth Argandona, pour le FDR-FMLN du Salvador. A la tribune où avaient pris place à ce moment, outre Laurent Schwartz et Armando Uribe, qui présidaient le rassemblement, le poète Roberto Armijo, chef de la délégation à Paris du FDR, Pierre Toulat, Maurice Barth, président du comité Salvador, Jean-Paul Gay, du collectif qui a préparé les « 6 heures », la représentante du FDR, très applaudie, affirma sa conviction dans la victoire de son peuple, une conviction motivée par l'enracinement et la diversité des forces engagées dans la lutte contre la junte. Madame Argandona, soulignant l'importance d'un tel rassemblement évoqua le rôle que devait jouer l'opinion internationale, notamment contre les menaces d'intervention croissante des Etats-Unis, et les développements dangereux que celle-ci peut engendrer. Laurent Schwartz dit alors son espoir de voir les représentants du FDR accueillis bientôt à Paris comme représentants du Salvador libéré.

Du Salvador à... l'Afghanistan

Parmi ceux qui avaient tenu à manifester leur solidarité par leur présence à la tribune : l'écrivain Arthur London, auteur de *L'aveu*, président du comité pour les libertés en Tchécoslovaquie et ami très proche des mouvements révolutionnaires du Guatemala. Dans son intervention, également très applaudie, il souligna combien le droit des peuples à déterminer leur destin est indivisible. Il stigmatisa la politique de blocs qui, à l'Est comme à l'Ouest, s'oppose à la volonté de libération sociale, de mieux-être, de prise en mains de leurs propres affaires, par les peuples.

Parmi les nombreux messages de solidarité, un des plus applaudis fut celui du Mouvement de Soutien à la Résistance du peuple Afghan (MSRA) qui disposait, par ailleurs, d'un stand, côte à côte avec les stands des comités de solidarité d'Amérique centrale. A noter aussi l'annonce faite à la tribune par Edmond Jouve — qui rendait compte des travaux du Tribunal des Peuples, à Mexico, sur le Salvador — de la tenue d'une session prochaine de ce tribunal (en mai à Stockholm) sur l'Afghanistan.

Ces « 6 heures » furent aussi l'occasion de nombreuses discussions et contacts, dans une des petites salles avec des journalistes, et tout autour des stands, notamment ceux des comités Salvador, Guatemala, Nicaragua.

A plusieurs reprises, au cours du rassemblement, des artistes français et latino-américains, notamment Daniel Gélin, Francesca Solleville, Jacinta, William Armijo, les Guaranis, etc. apportèrent leur contribution. La littérature, la musique, les chants d'Amérique latine apparurent une fois de plus comme intimement mêlés au combat libérateur des peuples de ce continent.

Ce rassemblement, qui s'est achevé à minuit passé peut être une bonne base pour contribuer à donner plus d'ampleur, en France, à la solidarité avec l'Amérique latine. Avec les forces rassemblées, celles qui se sont manifestées dans la liste des appelants, aux côtés des comités, et qui reflètent diverses sensibilités de gauche, devrait pouvoir se développer une large solidarité anti-impérialiste, qui dépasse divers blocages — dont certains découlent directement de la vie politique française — et qui s'affirme dans le rejet de la politique de blocs, le rejet de la politique des superpuissances, qui menace gravement la liberté des peuples et la paix mondiale.

NICARAGUA : AN II

Isolé au milieu de dictatures hostiles, pressé par l'impérialisme américain, tiraillé par Cuba, confronté à des difficultés économiques, héritage de Somoza et de sa gestion de pirate, le Nicaragua connaît aujourd'hui un passage difficile. La junte et le peuple doivent affronter les tentatives des nostalgiques de Somoza, lutter contre un mouvement soi-disant démocratique et national dirigé par Alfonso Robelo, ancien membre de la junte de Reconstruction nationale. A l'intérieur même de la junte, les contradictions latentes s'exacerbent et rendent l'exercice du pouvoir difficile. Contradictions latentes parce qu'anciennes et liées à l'histoire de la Révolution nicaraguayenne et de sa tentative de reconstruction.

Par Jean-Louis BRUNET

Le Nicaragua occupe une place originale en Amérique Centrale. Originale parce que présentant une structure sociale plus complexe que le Guatemala ou le Salvador par exemple. Très tôt s'y constitue une bourgeoisie d'éleveurs, de commerçants et d'artisans qui sut s'accommoder des transformations économiques qu'imposait un impérialisme peu présent dans la région, mais qui allait marquer de son empreinte le Nicaragua : l'impérialisme anglais.

Un pays piraté par une dynastie

Reflet de cette structure sociale et de cette influence anglaise, la vie politique y est marquée par un affrontement entre libéraux et conservateurs qui se succèdent au pouvoir jusqu'à l'accession de la dynastie Somoza en 1936. Somoza, premier tyran du nom, ne possédait qu'une petite plantation de café qu'il tenait de son père ; au moment de sa mort, il était l'homme le plus riche d'Amérique Centrale. A lui tout seul, Tacho Somoza résume bien l'histoire du pouvoir au Nicaragua jusqu'en 1979 : une dynastie de pillards, qui ne représente qu'elle-même et qui s'enrichit au détriment de tous ou presque. Cette dynastie réussira ainsi l'exploit de réunir libéraux et conservateurs contre elle, allant même jusqu'à se mettre à dos une large fraction de son parti dynastique : le Parti libéral nationaliste, fraction qui créa un Parti libéral indépendant en 1944.

Ainsi toute l'histoire de l'opposition aux Somoza est l'histoire de regroupements hétérogènes

que seul réunissait le désir de renverser la dynastie. En 1959 l'Union nationale d'opposition, réunissant conservateurs, libéraux indépendants, sociaux-chrétiens et marxistes de la Rénovation nationale relaie « le Front pour la défense de la république ». En 1967, l'UNO se verra renforcée par le Parti Communiste Nicaraguayen. Il n'est pas jusqu'au Front Sandiniste de Libération Nationale créé en 1962 qui ne soit à l'abri d'une telle diversité composite. En 1974, il éclate en trois tendances : la première reste centrée sur la stratégie de guerre populaire prolongée, la seconde préfère le travail politique et la troisième, « les terceristes », a pour objectif de réunifier le mouvement révolutionnaire autour d'une stratégie nouvelle, tirant les leçons du passé ; stratégie d'alliance avec la bourgeoisie qui, au sein d'une nouvelle union, rassemble les forces traditionnelles d'opposition et s'enrichit d'anciens somozistes lésés dans leurs intérêts : l'UDEL (Union Démocratique de Libération). Cette stratégie difficile et contradictoire (l'opposition bourgeoise fluctue sans cesse entre le dialogue et l'affrontement avec la dictature) se concrétisera en juillet 1978 avec la création du Frente Amplio de oposicion. L'opposition semble alors structurée : les organisations populaires qui menaient la lutte chaque fois que l'opposition bourgeoise se révélait incapable de la soutenir, sont réunies au sein de Pueblo unido ; les trois organisations ouvrières la CTN, la CGT et le CUS travaillent ensemble et le FSLN se réunifie en septembre 1978. C'est le front qui prendra l'initiative, constituant un Front patriotique national et menant la lutte armée contre la dictature de Somoza.

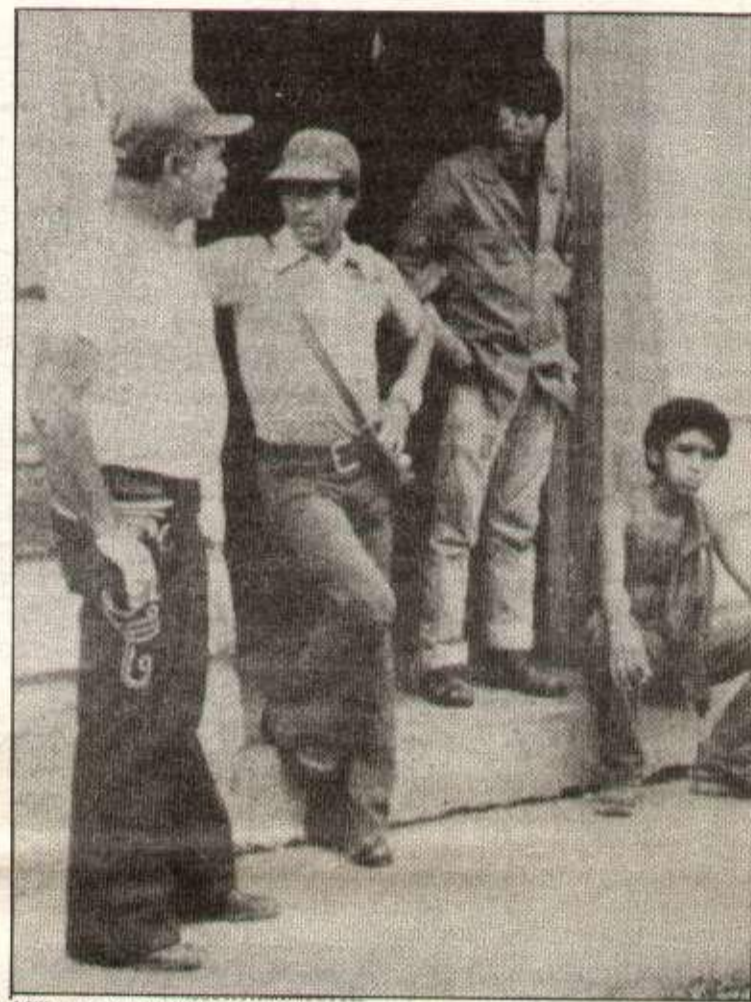
Le 19 juillet 1979, les troupes sandinistes entrent en vainqueurs dans la capitale Managua.

« Nous allons plus vite vers le socialisme en nous approchant lentement »

Commence alors une stratégie de la reconstruction. Reconstruction nécessaire et rendue difficile par l'héritage laissé par Somoza, une économie désastreuse où la production essentiellement agricole ne suffit pas à nourrir une population saignée par la guerre, ravagée par la maladie (le taux de mortalité générale est le plus haut de l'hémisphère nord), le chômage et le sous-emploi, à la vie culturelle réprimée, aux taux d'analphabétisme de 50 %. Cette structuration, c'est le nouvel appareil d'Etat mis en place par le FSLN qui devra s'en charger, la junte de reconstruction nationale constituée conformément à l'alliance FSLN-bourgeoisie antisomoziste : 5 membres dont 3 sandinistes. Très vite, au sein de la junte, les contradictions apparaissent : Alfonso Robelo veut imposer le « collectivisme » ; la bourgeoisie veut se conserver des moyens d'information : une chaîne de télévision qui lui sera refusée et un journal, la *Prensa* qu'on lui concédera.

Au sein du FSLN s'élève une controverse entre les tenants de « l'expropriation de tout le monde par les armes » et ceux qui estiment que « les problèmes concrets de la reconstruction exigent le maintien et le respect des engagements tenus à la bourgeoisie anti-somoziste, entre ceux qui veulent tout de suite et ceux qui veulent d'abord attendre une maturation de la conscience de classe avant d'affronter la bourgeoisie ». De telles contradictions concourent une concrétisation dans les « débordements » d'août 1979 et de 1980. Des grèves éclatent à Fabritex, dirigées par le syndicat CAUS : le FSLN estime que les revendications (augmentation de 100 %) mises en avant ne peuvent être satisfaites sans remettre en cause la lutte anti-inflationniste et voit dans ces mouvements la main de la CIA... emprisonne certains dirigeants syndicaux et interdit *El Pueblo*, journal du CAUS.

En même temps, la junte doit faire face à la résistance des secteurs privés de l'industrie, résistance dont *La Prensa* se fait l'écho hurlant à l'étatisme et au totalitarisme. Le COSEP (conseil supérieur de l'entreprise privée) mène la danse, les petits com-



Militants du FSLN

merçants persistent contre le contrôle des prix... on révèle des sabotages dans la production bananière.

Enfin, on parle de bureaucratie dans l'administration sandiniste : les organes du Front en dénoncent les manifestations et luttent pour transformer de telles attitudes chez les administrateurs. (Voir encart : « Transformons la bureaucratie en une administration sandiniste ».)

Contraintes extérieures

Il ne fait aucun doute que l'environnement du Nicaragua influe largement sur sa situation intérieure. Si avant l'élection de Reagan, les Etats-Unis pouvaient difficilement accuser le Nicaragua de communisme, parce que la participation à la junte de personnalités non membres du FSLN les gênait pour porter un pareil jugement, aujourd'hui, avec Reagan, l'impérialisme américain ne s'embarrasse plus de pareilles nuances : le Nicaragua est « un pays totalitaire », « inféodé à Cuba et Moscou ». La nomination récente de l'ancien ambassadeur nicaraguayen à Washington à un poste important de la junte changera-t-elle

beaucoup cette caractérisation à la Reagan ? Du moins, c'est ce qu'espéra le gouvernement nicaraguayen qui fait jouer un rôle de bouclier à ses alliés de la bourgeoisie.

Les menaces de Reagan feront-elles basculer le Nicaragua dans les bras de Castro ? Cela n'est guère évident : même si Castro a été accueilli triomphalement à Managua, même si des accords commerciaux ont été conclus avec l'URSS et les pays du Pacte de Varsovie, même si l'estimation de la Chine comme « puissance belliqueuse, agressive, reflet de l'impérialisme » est calquée sur celle de Moscou, même si le Nicaragua s'est abstenu lors du vote de l'ONU condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan, il n'en a pas moins affirmé, par son refus de vote avec les Soviétiques son adhésion pleine au principe de non-intervention.

Toutes difficultés qui sont réelles, qui sont prises en compte, que le gouvernement tente de régler et qui sont celles d'un pays en marche vers une reconstruction. Toutes difficultés que tout pays sur la voie de la Révolution, menacé par ses voisins et l'impérialisme, ne peut que connaître et qui prouvent que la Révolution ne s'arrête pas le jour de la prise de pouvoir.

SAHARA OCCIDENTAL :



LA GUERRE CONTRE LA PAIX

Par Grégoire CARRAT

Mahbès : la ville libérée ; les combats ont été si violents que toutes les maisons sont détruites.

CINQ années après la proclamation de la RASD, le roi vient à nouveau d'annoncer que la question du Sahara était « close ». Cependant dans les 90 % du territoire administré par la RASD, la vie reprend. Qu'espère donc le roi ?

La grande nouveauté, claironnée par les services d'information marocains, est la construction d'une ligne Hassan II, rapidement comparée à une ligne Maginot parce que comme celle-ci elle est représentée d'un trait sur la carte, de Ras-el-Khanfra à Bou Craa.

La ligne Hassan II

La ressemblance s'arrête là. Les journalistes ont pu constater, dans la zone de Bou Craa, où sont les gisements de phosphates qu'il s'agissait « en fait d'un remblai de terre de deux mètres de haut environ, jalonné tous les six kilomètres d'un cercle de défense de deux compagnies, le tout entouré de champs de mines ». De plus cette ligne est discontinuée, et n'existe qu'à proximité des zones de fortes concentrations militaires marocaines (Smara, Bou Craa), les garnisons sont loin d'être toutes en contact, Guelta-Zemmour est

toujours ravitaillé par hélicoptère.

En outre, même si la ligne existe sur le papier, elle ne modifie pas une triple réalité militaire : d'abord la situation d'équilibre militaire créée en été 1980 autour de Ras el Khanfra et le repli des unités marocaines dans le triangle Bou Craa, Smara, El Aïoun y est confirmée. En second lieu les incursions du Front contre la ligne de défense elle-même, et à l'intérieur du périmètre ne se sont pas ralenties et paraissent même se développer ; enfin les propos de Mohamed Abdel Aziz à l'occasion du cinquième anniversaire de la RASD sont confirmés par tous les témoignages : le contrôle de l'armée sahraouie est total dans les zones libérées.

L'armée sahraouie peut même y garantir une sécurité telle que les nomades y ont repris leur pérégrinations, et que des cultures ont été entreprises, ce qui avait disparu totalement depuis 1976.

L'utilité de la ligne Hassan II, lorsqu'on la rapporte à l'évolution générale du conflit est tout d'abord de geler la situation créée par les revers militaires marocains au cours des années 1979 et 1980 ; sa création serait la preuve spectaculaire que l'armée marocaine ne recule plus. C'est cette extraordinaire habi-

leté à présenter les réactions aux échecs de l'armée marocaine comme d'importantes victoires qui fait toute la vertu des services d'information marocains, d'ailleurs bien introduits dans les centres d'information européens.

Cependant la ligne Hassan II présente une autre utilité : c'est la preuve que le Maroc détient encore, et s'y accroche de ses forces, la partie la plus importante du Sahara sur les plus économiques et politiques. Sur le plan international, il signifie qu'aucune négociation envisageant la souveraineté de la RASD sur la totalité du territoire ne sera acceptée. Sur le plan local, il signifie que si le peuple sahraoui refuse toujours une tutelle marocaine, ou l'abandon d'une partie essentielle de son territoire la guerre se poursuivra et coûtera encore plus cher aux combattants sahraouis qu'elle ne leur a coûté jusqu'à présent, voire même — l'espoir en est clairement signifié — ils se briseront sur ce « triangle de fer », et dès lors l'armée royale pourrait reprendre l'initiative.

Que cet espoir existe est encore confirmé par les événements récents en Mauritanie. Depuis la signature de l'accord de paix mauritano-sahraoui, le

roi considère la Mauritanie comme l'allié du Front Polisario et n'a cessé de modifier les équilibres politiques très fragiles résultant du coup d'Etat de 1978.

La Mauritanie menacée

L'évolution de la situation militaire, et l'intensité des manœuvres de déstabilisation de la Mauritanie disent assez que le roi du Maroc n'est aucunement décidé à se soumettre aux instances internationales qui prévoient des négociations directes. Il souhaite au contraire parvenir à bloquer la situation de telle sorte que seules des solutions excluant les deux principales revendications du peuple sahraoui, l'autodétermination et l'exercice de la souveraineté sur l'ensemble du territoire soient envisagées.

C'est ce qu'indiquent les projets agités ici et là : soit l'instauration d'un pouvoir sahraoui auquel participeraient sur un pied d'égalité les différents « partis » sahraouis offrant ainsi une dominante marocaine (Revue de défense nationale), fédération avec la Mauritanie tandis que le Maroc conserve la zone utile (plan SADE d'origine française),

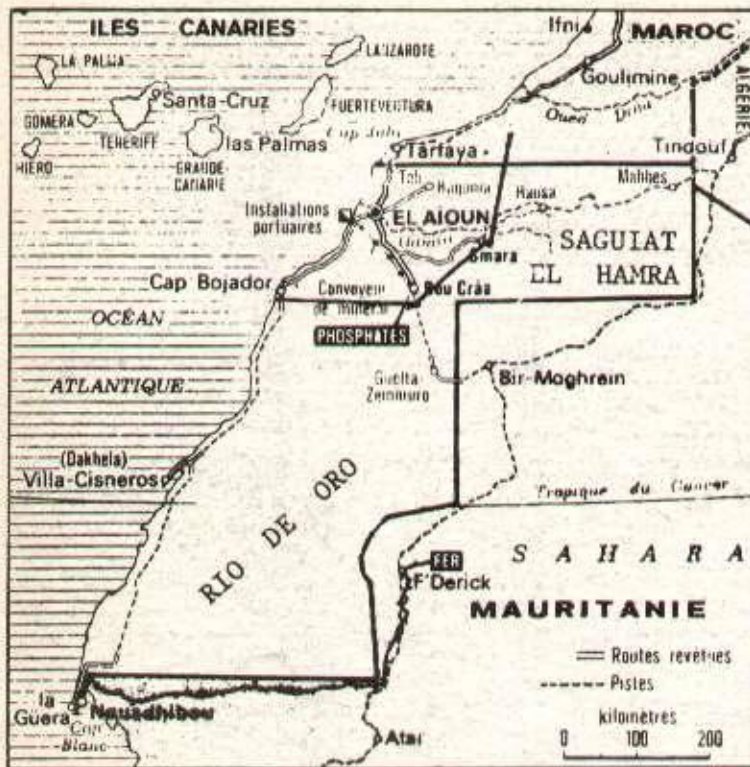
installation du Polisario à Nouakchott après renonciation au Sahara (propositions marocaines).

L'attitude algérienne

Toutes ces solutions supposent que le Polisario renoncerait d'une manière ou d'une autre à la revendication d'indépendance et de souveraineté totales.

C'est pourquoi le roi s'est tourné vers l'Algérie, en changeant brusquement de ton à son égard, en renonçant à présenter, tout à coup, le conflit comme algéro-marocain, il alla même en novembre 1980 jusqu'à le présenter comme une provocation contre ces deux pays. Le gouvernement marocain paraît spéculer sur deux choses. La première est que le gouvernement algérien n'a jamais caché son souhait de voir le conflit se terminer. La seconde est que dans le contexte régional l'Algérie est apparue comme très réticente aux interventions libyennes dans plusieurs conflits et inquiète des conséquences de la multiplication des conflits locaux en même temps que préoccupée par la croissance de l'influence libyenne.

Aussi en offrant une négociation à Alger, le roi espérait-il que



La ligne qui part du territoire marocain en direction de Smara, puis Bou Craa est le tracé de la ligne de défense marocaine projetée.

le gouvernement algérien intervient de manière pressante auprès du Front pour lui faire renoncer aux revendications « inacceptables » pour le Maroc, c'est-à-dire l'essentiel. Si Alger ne récusait pas les avances marocaines, et accueillait volontiers les marques d'une normalisation, spectaculairement soulignée par une poignée de mains prolongée entre Chadli et Hassan devant la Kaaba de la Mecque, les espoirs marocains ne peuvent cependant être assouvis. Si l'Algérie peut souhaiter la fin du conflit, elle ne peut modifier ainsi brusquement ses positions, concernant le fond du conflit, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, ni à la reconnaissance de la RASD. Elle le peut d'autant moins que la cause pour laquelle elle a usé de tout son crédit diplomatique, l'emporte désormais nettement, tandis que l'impuissance marocaine est confirmée sur le terrain.

Aussi l'Algérie a-t-elle nettement réaffirmé son soutien au Front Polisario en février 1981 en invitant une délégation à une grande tournée en Algérie, qui donne lieu à des engagements réitérés concernant l'appui algérien aux droits du peuple sahraoui, et à la résolution de l'ONU 11 novembre 1980 affirmant que le Front Polisario et qu'une négociation entre eux devait y mettre un terme. Actuellement l'Algérie ne manifeste pas l'intention et ne paraît avoir aucun intérêt à se substituer au Front Polisario dans une négociation, ni, malgré son désir de parvenir rapidement à un règlement, à exiger de lui qu'il renonce à ses revendications. Aucune des solutions n'est envisageable pour le peuple sahraoui, ni pour le Front Polisario, si bien que la seule perspective ouverte actuellement est la prolongation des combats, et le durcissement de ceux-ci dans un périmètre à forte concentration militaire, dans une situation régionale de plus en plus instable.

Giscard et Reagan : l'huile sur le feu

Cette tension est alimentée par la décision concomitante du gouvernement français et de l'administration américaine de renforcer leur aide au gouvernement marocain. Dès son arrivée au pouvoir Reagan a décidé d'accélérer les livraisons d'armes prévues par Carter et de geler les contacts pris avec le Front. A la suite de son voyage à Rabat, R. Barre a bloqué le départ d'une délégation de la majorité en territoire libéré ; l'aide militaire française était renforcée, le nombre de conseillers militaires porté à 250, la marine engagée dans la surveillance des eaux sahraouies, les livraisons d'armes accélérées.

L'appui officieux de la France au coup d'Etat avorté en Mauritanie en est une nouvelle et inquiétante manifestation.

Les Etats-Unis et la France apportent ainsi une aide convergente au roi du Maroc dans l'espoir d'annuler les formidables succès du peuple sahraoui au cours des cinq dernières années. Cela se fait au prix d'une aggravation de la guerre, d'une menace de plus en plus préoccupante sur la stabilité de la région, d'une violation de plus en plus révoltante des droits du peuple sahraoui et des décisions des instances internationales. Malgré tout cela le peuple sahraoui a gagné une solidarité internationale qui constitue une véritable force, qui épaula les succès remportés par sa détermination au combat, qui restent les principaux atouts pour briser cette tentative marocaine, qui pourrait être l'ultime, de priver un peuple de son pays pour se constituer en puissance régionale dominante.

La Mauritanie sous pression

La tentative avortée de coup d'Etat en Mauritanie le 16 mars 1981 a mis en lumière plusieurs choses à la fois. Le prix payé par la Mauritanie pour l'erreur commise par Ould Daddah en s'engageant du côté du Maroc en 1975 ; la volonté du Maroc de mettre la Mauritanie sous tutelle, et de l'utiliser contre le peuple sahraoui ; l'engagement de la France réaffirmé aux côtés du Maroc.

Les événements ont été reconstitués : les membres du complot sont partis du Maroc, où ils étaient « réfugiés » sont venus en France avant de se rendre au Sénégal. Les armes ont été livrées à Nouakchott par la « valise diplomatique » marocaine. Le chef du complot prévoyait de lancer un appel à l'armée marocaine.

Or loin d'être un « coup » monté à partir de rien, cette tentative est l'aboutissement et le point culminant de toute une série de tentatives pour renverser le cours des événements en Mauritanie.

En 1978, le coup d'Etat militaire avait rassemblé toutes les composantes de l'armée. Jusqu'en mai 1979 les forces proches du Maroc, appuyées sur la présence de 8 000 soldats marocains, l'emportaient. Après la mort du chef du comité militaire, une nouvelle période s'ouvre au cours de laquelle les forces favorables à la paix, dont Haïdalla, actuel président, est apparu comme le représentant, s'affirmeront de plus en plus nettement : elles obtiendront la neutralisation de l'armée marocaine, puis son re-

trait, et signeront l'accord de paix d'août 1979, initiative capitale à la fois pour la Mauritanie et pour l'évolution du conflit.

Dès lors la Mauritanie va connaître de grosses difficultés.

— Le Maroc exerce à son égard une pression constante, allant jusqu'à la menace militaire et au bombardement du territoire mauritanien considéré comme base arrière du Polisario, en août 1980 à proximité de Nouadhibou. Il abrite des réfugiés mauritaniens qui, avec d'autres organisés à Paris, constituent pour la première fois un parti à l'étranger, ayant pour but le renversement du gouvernement.

— Aux côtés du Maroc la France participe au début de l'année 1980, grâce aux conseillers militaires français et à l'unité basée à Nouadhibou, à une tentative pour renverser le gouvernement Haïdalla financée par le Maroc. Le complot déjoué par le comité militaire de Salut National entraîne l'expulsion de nombre d'officiers français, le retrait des forces françaises de Nouadhibou, le gel des relations diplomatiques avec la France, qui faillirent être rompues.

— Les difficultés économiques la Mauritanie consécutives à la faillite provoquée par la guerre l'ont rendue extrêmement dépendante des aides économiques. Au cours de l'année 1980 on a assisté à une augmentation brusque des aides en provenance des pays du Golfe, en particulier

l'Arabie Séoudite et l'Irak, ce dernier plus activiste. L'un comme l'autre soutiennent activement le Maroc par les plans politiques et financiers (financement d'achats d'armement en particulier). Cela a pour conséquence la constitution par l'Irak d'une véritable groupe pro-irakien, dont l'influence se fera sentir par des prises de position officielles anti-iraniennes. C'est ce groupe qui organisera en décembre 1980 l'arrestation d'Ahmed Baba Miske et de membres du gouvernement accusés de complot pro-libyen. Le Maroc appuyait l'initiative et se félicitait de la mise à l'écart de Haïdalla, contraint à prendre des « vacances ». Ce coup d'Etat en douceur devait échouer. Le président se maintint à son poste, les ministres libérés réintégrèrent leurs fonctions.

La tentative armée qui vient d'échouer a pris la relève.

Chaque échec de coup d'Etat montre mieux l'enracinement des forces favorables à la paix en Mauritanie, et manifeste plus nettement leur légitimité aux yeux de la communauté internationale.

Cependant la fragilité actuelle de la Mauritanie ne permet pas d'affirmer, malgré les succès remportés jusqu'à présent, que toute menace est écartée. Et ces mesures pèsent tout à la fois contre l'indépendance de la Mauritanie et contre la « dynamique de paix », dont la remise en cause aurait de graves conséquences non seulement au Sahara, mais dans la région tout entière.

Engins blindés marocains détruits à Lebouirate.



LA BIOTECHNOLOGIE : UN CRENEAU POUR L'ECONOMIE FRANÇAISE ?

Selon les experts, la biotechnologie est, avec l'électronique, une des deux grandes filières de l'économie de demain. Aussi aurait-il été vraiment dommage qu'un technocrate giscardien ne mette pas en forme les vues de la bourgeoisie française en la matière. C'est à cet exercice que s'est livré J.C. Pelissolo dans un rapport remis dernièrement au premier ministre.

Par Richard DESGRAVES

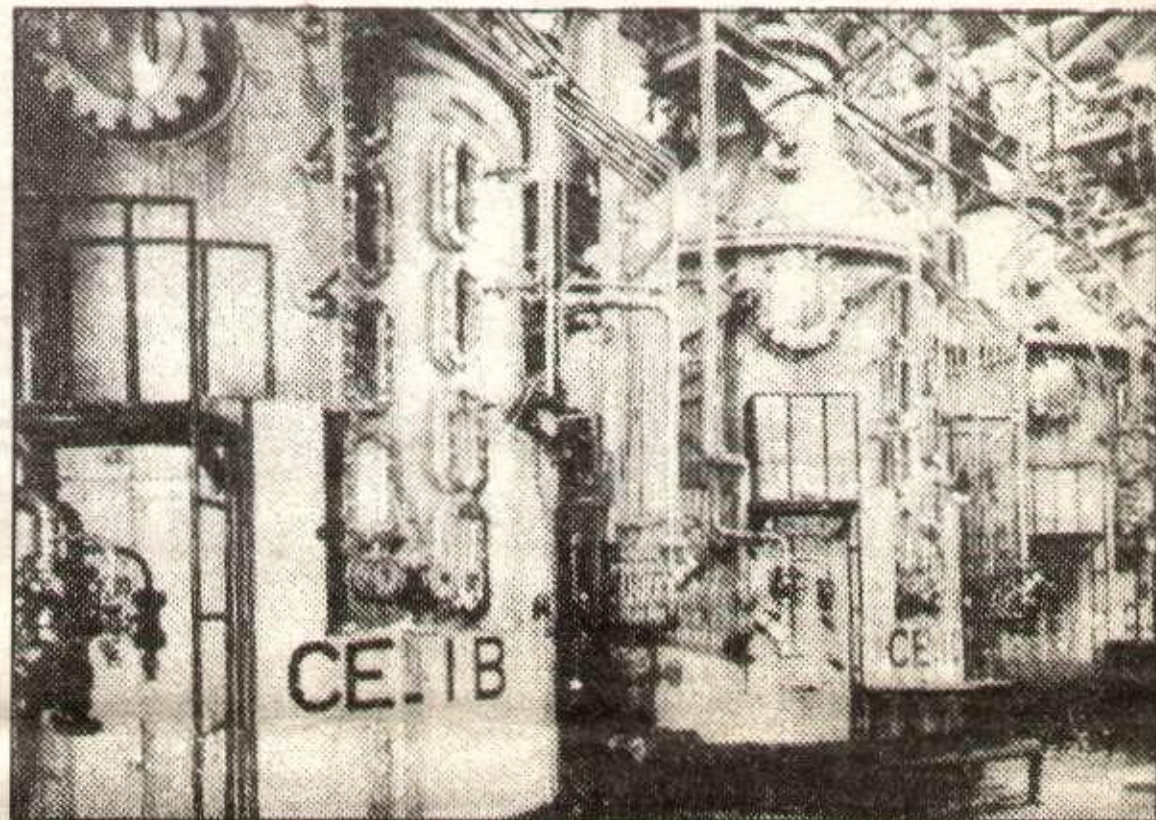
Q U'est-ce donc que la biotechnologie ? A cette interrogation un premier rapport intitulé « *Sciences de la vie et société* », rédigé par trois savants avait tenté de répondre l'année dernière. On nous présentait dans ce rapport l'état de la biologie fondamentale, puis les auteurs passaient en revue les apports de la biologie à la médecine, à l'agronomie et à l'océanographie et les développements technologiques prévisibles dans trois domaines : alimentation, médicaments, biomatériaux. Suivait un inventaire des applications technologiques et industrielles des découvertes biologiques : recombinaisons génétiques in vitro, domestication des enzymes et des bactéries.

« Domestiquer les microbes »

Grâce aux progrès et aux innovations de ces dernières années en matière de génétique,

de génie enzymatique, s'esquisse ainsi une véritable stratégie industrielle, aux applications parfois inattendues, remettant en cause la chimie traditionnelle de ces dernières années mais aussi les techniques de dépollution ou même le traitement des métaux. L'originalité des biofilères est de faire travailler les micro-organismes. Ce sont eux qui, en engendrant au cours de leur métabolisme une grande variété de produits, fabriqueront autant de substances présentant un grand intérêt pour l'industrie chimique fondée jusqu'ici essentiellement sur les produits d'origine pétrolière. A terme les industries lourdes chimiques que sont celles du caoutchouc synthétique et des plastiques devraient selon les experts être pour 50 % remplacées par des techniques et de bioconversion microbienne à partir d'une matière première telle que la cellulose.

« *Domestiquer les microbes* » c'est aussi utiliser les micro-organismes comme agents de dépollution. Doré et déjà, ces



Les fermentateurs où sont réalisées les réactions chimiques, avec l'aide des enzymes.

techniques sont par exemple couramment employées à grande échelle dans les stations d'épuration des « eaux usées » des agglomérations urbaines.

Engrais

Les bactéries interviennent également de façon fort utile dans le traitement des minerais.

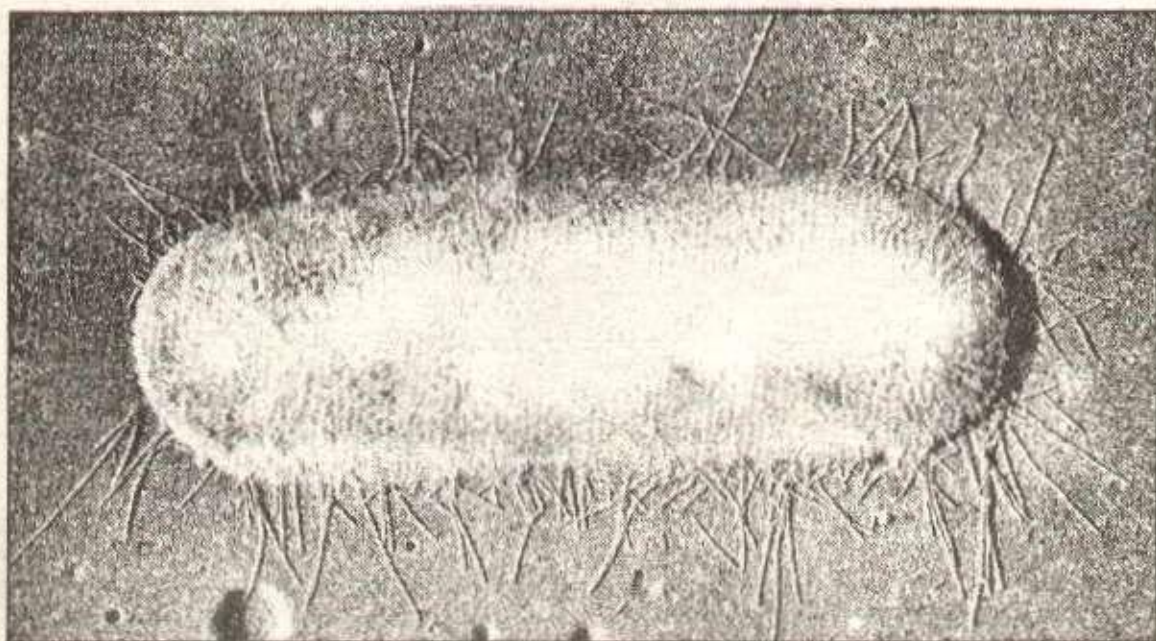
Les procédés biométallurgiques seraient aujourd'hui en plein développement. L'une des principales utilisations semble toutefois être attendue dans le domaine agro-alimentaire. Une contrainte de plus en plus importante pour l'agriculture moderne réside dans le recours obligatoire aux engrais azotés dont la production, essentiellement chimique, représente un coût énergétique très élevé (l'emploi des engrais représente aujourd'hui 30 % de la note énergétique en agriculture moderne). Or certaines bactéries sont susceptibles de fixer en quantité l'azote et peuvent même vivre en symbiose avec des plantes-hôtes (c'est souvent le cas pour les légumineuses) ou avec certaines racines et certains champignons. Il serait alors extrêmement intéressant de sélectionner ces couples de bactéries fixatrices d'azotes-plantes si l'on veut par exemple réaliser des économies substantielles sur les importations de tourteaux de soja ou d'engrais azotés.

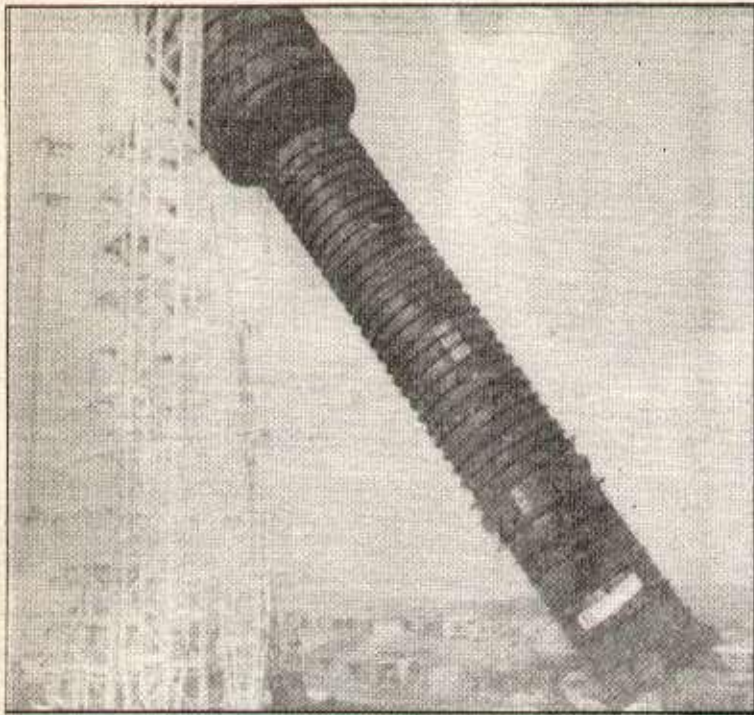
Equivalent-pétrole

C'est parfois à une sorte de surprenant retour en arrière que nous invite la biotechnologie. Il est intéressant de rappeler qu'il y a un siècle environ la biomasse

et la photosynthèse fournissaient plus de 90 % des combustibles de l'humanité (bois, excréments animaux, etc.). Aujourd'hui on envisage de cultiver non plus seulement pour produire de la nourriture mais aussi de l'énergie. La biomasse sous toutes ses formes (cultivée ou récupérée) pourrait ainsi dès l'an 2000 fournir 3 à 6 millions de tonnes d'équivalent pétrole. En dehors du bois, les principaux biocombustibles visés sont essentiellement l'alcool, le méthane et l'hydrogène. On a par exemple estimé qu'à partir de 200 000 tonnes de paille convenablement transformée, on serait à même de produire 50 000 tonnes d'alcool pur, plus de nombreuses matières premières pour l'industrie chimique. Ce bref envol est naturellement fragmentaire et incomplet. Il faudrait mentionner les espoirs mis dans la production industrielle de protéines d'organismes unicellulaires et également les développements attendus en matière d'immunologie de préventions et de traitement médical. Mais il faudrait aussi clarifier les angoisses que suscitent les progrès réalisés dans « l'ingénierie génétique ». Des observateurs scientifiques sont effrayés par l'éventualité de « marées microbiennes » qui pourraient répandre des épidémies décimant des populations entières. On frémit enfin à l'idée

Le microbe Escherichia coli qui a servi à toutes les expériences du génie génétique.





Un gigantesque fermenteur de protéines en Grande-Bretagne

du parti que pourrait tirer des savants insensés ou des nostalgiques de la « race supérieure » des techniques de manipulation génétiques capables de développer telle ou telle caractéristique de l'espèce humaine.

Choix

Mais revenons au rapport de J.C. Pellissolo et posons-nous la question avec lui : où en est la France aujourd'hui dans ce domaine si plein de promesses ? La réponse ne tarde pas : « Nous avons pris un sensible retard initial » mais... « nous sommes en mesure de combler ce retard »... à condition d'agir avec « rapidité, déterminatin et intelligence » (Ouf !). On retrouve là le langage teinté d'un brin de volontarisme, de l'homme qui a eu pour rôle d'impulser une informatique française avant de finalement s'en remettre pour l'essentiel aux technologies américaines. Il est vrai qu'en biotechnologie, les délais ne semblent pas identiques à ceux de l'électronique. Ce n'est pas semble-t-il avant vingt ans que la biotechnologie trouvera sa maturité. La SEMA (spécialisée dans l'étude de secteurs de pointe nouveaux et des marchés) prédit pour les filières biologiques un chiffre d'affaires mondiale de 170 millions de francs en 1990 et de 400 milliards pour le début du prochain siècle, d'où le risque pour ceux qui attendent une explosion prochaine du marché, de déception et d'abandon. D'où la nécessité, avant d'opérer un choix qui risque d'être prématuré et d'édifier des passerelles entre les différents protagonistes. Il semble qu'il y ait en France dans toutes les grandes filières de biotechnologie des équipes qualifiées de réputation internationale, mais qu'elles sont quelque peu isolées et trop peu étoffées. Dans le domaine de la recherche industrielle, c'est encore une fois le profit à court terme qui régent la répartition de la recherche. C'est ainsi que c'est dans quelques groupes de chimie fine et de pharmacie qu'est concentré l'essentiel des chercheurs. Même dans ces sec-

teurs, les faiblesses ne manquent pas. Les antibiotiques par exemple dont la balance d'échanges est déficitaire de 570 millions de francs ou l'industrie des enzymes : depuis la prise de contrôle de Rapidasse par une firme hollandaise, il n'y a plus d'entreprises françaises.

Handicaps

Qu'en est-il ailleurs ? C'est sans surprise que l'on retrouve le Japon à la tête des pays où l'effort relatif par rapport au PIP s'avère le plus important. Le Japon a choisi dans ce secteur comme en d'autres, d'affiner les techniques de transformation pour en réexporter les produits et le procédé. Or la biotechnologie est précisément l'un des secteurs du génie scientifique et industriel qui comporte le plus de « valeur ajoutée » en performance. Même si les travaux qui s'y poursuivent ne sont pas teintés de la même cohérence qu'au Japon, les Etats-Unis seraient en avance dans le domaine des applications pharmaceutique et agricole. En Allemagne, l'essor de la biotechnologie paraît plus récent tandis qu'en Grande-Bretagne, les difficultés économiques pèsent lourdement sur la recherche.

Finalement pour Pellissolo, si les principaux atouts de la France sont dans ses laboratoires de recherche (type INRA, ISERM, ...), les principaux handicaps résident dans le manque de « grands desseins » des entreprises françaises. Encore une fois le parallélisme avec le diagnostic porté sur d'autres secteurs de l'industrie française est remarquable. Les industriels français sont-ils des gens si pusillanimes, qu'ils n'arrivent jamais à discerner les grands créneaux d'avenir et les efforts qu'ils méritent ? S'agit-il d'un diagnostic influencé par la tendance idéologique de la haute fonction publique à justifier un renforcement de son intervention sur l'appareil économique ? Mais il faudrait alors expliquer en quoi la France pourrait dans la situation actuelle, jouer une autre rôle que celui d'un impérialisme moyen.

Immigrés

Interview de l'Association des Marocains en France

SUITE DE LA PAGE 7

► Les pratiques et les positions développées sont condamnables. Mais les problèmes qui sont soulevés ne sont-ils pas réels ?

Ce sont des problèmes réels qui sont posés d'une manière fautive. Nous avons, pour notre part, depuis que nous existons posé bien des problèmes : celui de l'accueil par exemple, celui de la scolarisation, celui des moyens qu'il faudrait pour que ces travailleurs puissent vivre leurs cultures et également pour permettre aux Français de connaître notre culture. Personne ne posait tous ces problèmes. Aujourd'hui, avec le développement de la crise et avec la situation électorale, on pose ces problèmes, mais en rendant les immigrés responsables de la situation.

La concentration des immigrés dans les villes ouvrières est un fait inhérent aux lois capitalistes elles-mêmes. Ce n'est pas le fait de l'immigration qui aimerait les ghettos, aimerait se concentrer dans ces cités, dans des situations parfois très difficiles. Ce sont les antagonismes produit par le capitalisme ; la séparation dans l'habitat entre les ouvriers et la bourgeoisie. Le 16^e arrondissement, ce n'est pas le quartier des ZUP. L'attitude correcte consisterait à poser le problème de cette manière et à tout mettre en œuvre pour qu'il y ait un

large mouvement de lutte anti-concentration s'il faut l'appeler comme ça — mais réunissant les Français et les immigrés dans un même combat.

A l'école, c'est vrai qu'il y a des problèmes qui se posent. Certains parlent du « choc des cultures », d'autres parlent de l'inadaptation ou de la recherche d'identité. Pour nous, ce n'est pas un choc de cultures, c'est d'une complémentarité des cultures qu'il s'agit. La question c'est de savoir si le cadre est adéquat pour recevoir cette complémentarité, pour l'enrichir.

► Sur tous ces problèmes, avez-vous des propositions à faire pour aller dans le sens de leur résolution ?

On n'a pas de plan précis. Si l'on peut faire des suggestions, ce sera pour des expériences à tenter. Nous pensons d'abord qu'il ne faut pas mettre les travailleurs immigrés en ghettos. Par contre, nous pensons qu'il faut donner de la valeur à leurs cultures. Ce qui peut permettre aussi à la jeunesse française de s'ouvrir vers les cultures différentes.

Un bon exemple qui a permis d'aller dans ce sens, c'est le festival des travailleurs immigrés.

Sur le problème de l'assimilation ou non, nous avons toujours pensé que c'est une question de

libre choix, dans la mesure où l'on peut parler de libre choix. Nous pensons qu'il faut lutter pour arriver à ce que les jeunes immigrés puissent choisir de retourner au pays ou rester en France.

En fait le problème est plus complexe. La question est surtout de savoir si nous sommes pour la lutte des classes anti-impérialiste aussi bien en France que dans notre pays ; sommes-nous pour une complémentarité des cultures, pour un internationalisme plus vaste et à tous les niveaux, c'est là le véritable problème. On pourra dire que ça ne résoud pas les problèmes concrètement, que cela reste au niveau des concepts, mais nous pensons que c'est par là qu'il faut commencer.

Si l'on prend l'exemple de l'assemblée générale que la MTI a fait il y a deux mois avec un rassemblement de jeunes immigrés, on s'est aperçu qu'il y avait déchirure entre les jeunes. Certains parlaient de retour, d'autres de rester. Mais tous ces immigrés pensent à la lutte pour l'acquisition de moyens et d'espaces culturels pour permettre d'avoir une culture progressiste française mais aussi une culture propre qui soit critique vis-à-vis des traditions réactionnaires et rétrogrades et qui apporte une complémentarité.



POLOGNE : L'URSS A-T-ELLE CHOISI L'AFFRONTEMENT ?

Le 19 mars, à Bydgoszcz la police intervient brutalement contre des militants de Solidarité : trois d'entre eux sont hospitalisés. Ceux-ci, en réunion de négociation avec les autorités gouvernementales, avaient le tort de protester contre la fin prématurée d'une séance de négociation. Loin d'être un incident, cette intervention policière, la première aussi dûment caractérisée depuis l'été polonais, fait figure de véritable provocation à l'encontre du mouvement des travailleurs polonais.

Depuis la tension est montée très dangereusement, et encore une fois, il est difficile de savoir comment la crise actuelle va se dénouer.

Moscou et les tenants, en Pologne, d'une normalisation rapide effaçant tous les acquis de l'« été polonais » ont-ils choisi délibérément une stratégie de la tension et de la provocation contre le mouvement populaire, stratégie débouchant à terme sur une intervention soviétique ?

Telle est la question que l'on peut se poser à la lecture des derniers événements.

Par Joelle FECLAZ

AVEC la nomination d'un nouveau gouvernement présidé par le général Jaruzelski proposant dès sa nomination « 90 jours de calme », les autorités polonaises semblaient s'engager effectivement sur la voie de la stabilisation. Face à Solidarité prêt à négocier, mais sous ses propres conditions, le gouvernement signait des accords concernant les revendications des étudiants et des paysans avec des limites certes, mais aussi des succès notables pour le mouvement. Cette voie de la stabilisation s'avérait ne pas être celle voulue par Moscou, celle de la normalisation, celle d'une pause ramenant à une situation antérieure à l'été polonais. Mais, XXVI^e Congrès du PCUS oblige, les dirigeants soviétiques se sont tus, le temps du congrès d'ailleurs.

Renverser le cours des événements

Dès celui-ci terminé, la direction du PCUS au grand complet a convoqué la délégation du PC polonais (POUP) présente au congrès. Entre autres pièces aux dossiers d'accusation étayées par maints extraits de tracts et de déclarations de Solidarité, les récents accords : les garanties

données aux paysans, la suppression de l'enseignement obligatoire du russe dans les universités. La situation avait suffisamment duré aux yeux de Moscou. L'ordre était intimé aux dirigeants polonais d'opérer un rapide retour en arrière après d'inadmissibles concessions. En cas d'impossibilité, les pays du Pacte de Varsovie et particulièrement l'URSS les y aideraient.

Le communiqué publié le 4 mars, à l'issue de cette séance de semonce a été sans ambiguïté :

— « La certitude a été exprimée que les communistes polonais ont les possibilités et les forces pour renverser le cours des événements, pour éliminer les dangers pesant sur les acquis socialistes du peuple polonais ».

— « La communauté socialiste est indissoluble, sa protection n'est pas seulement l'affaire de chaque pays, mais de toute la coalition socialiste ».

L'engrenage des provocations

Les effets du communiqué ont été immédiats. Le lendemain 5 mars, Jacek Kuron dirigeant du KOR et conseiller de Solidarité est interpellé devant son domicile, inculpé mais laissé en liberté

surveillée. Le 6 mars, Adam Michnik, lui aussi dirigeant du KOR et conseiller de Solidarité est placé dans une situation identique.

L'engrenage prévu et craint depuis un certain temps par l'opposition s'enclenchait : aux mesures policières contre le KOR s'ajoutent les provocations à l'encontre du mouvement social polonais.

En effet, le 8 mars, alors qu'a lieu à l'Université de Varsovie, une cérémonie en souvenir des violences policières qui avaient marqué le début du mouvement étudiant polonais de 1968, un groupuscule dénommé « Union patriotique Grunwald » défile dans les rues de Varsovie. Les manifestants, certes peu nombreux, ont des cibles claires parées de l'anti-sémitisme à la façon des pays de l'Est : sous couvert d'anti-sionisme, ils dénonçaient, entre autres, des dirigeants du KOR (Michnik et Modzelewski) accusés de mener « un complot sioniste visant à prendre le contrôle de Solidarité ».

Le journal officiel de l'armée, *Zolnierz Wnosc*, publie trois jours après des déclarations de la même veine anti-sémite.

Par ailleurs, les plaintes se multiplient, provoquées par les brutalités et les persécutions policières à l'encontre des militants syndicaux de province.

Le gouvernement embarrassé

Face à cela, le gouvernement est pour le moins mal à l'aise.

Alors qu'il vient de prendre des mesures policières contre Kuron et Michnik, Jaruzelski s'engage, dans une rencontre avec Walesa, à ne pas prendre de nouvelles mesures contre le KOR. Kania se démarque publiquement des déclarations anti-sémites.

A Lodz, les cinq militants de Solidarité employés dans un hôpital de la milice et licenciés pour avoir protesté contre les pratiques du directeur, sont réintégré après intervention des autorités centrales : la section locale de Solidarité avait décrété l'état de préparation à la grève.

A Radom (ville où avaient éclaté les manifestations de 1976) Solidarité réclame, entre autres, la révocation des responsables de la violence policière de 1976 et toujours en activité et aussi brutaux (le secrétaire du Parti, le préfet, le commandant de la police). Solidarité annonce une grève d'avertissement et une grève générale d'un jour : satisfaction est obtenue.



Le gouvernement semble encore, et en dépit des difficultés et des pressions grandissantes, vouloir s'en tenir à la ligne de conduite qu'il s'était fixée en février dernier. Mais jusqu'à quand ?

Un processus irréversible ?

On peut se demander en effet si le processus enclenché par Moscou est maintenant réversible. Il s'appuie sur les intérêts profonds et vitaux d'un nombre important de dirigeants locaux et hauts placés inquiets pour leurs pouvoirs et leurs privilèges. Ces fonctionnaires, ces dirigeants du parti et de l'Etat, apeurés par la force du mouvement social, et une politique gouvernementale éloignée pour un temps de la tactique de l'affrontement direct, en arrivent à la politique du pire, sentant maintenant le feu vert de Moscou.

Il est à cet égard significatif que la provocation de Bydgoszcz se soit opérée alors que Jaruzelski et Kania étaient absents de Varsovie, alors qu'avaient commencé les manœuvres du Pacte de Varsovie à la frontière et sur le territoire de la Pologne.

Les provocations anti-sémites émanant du journal officiel de l'armée mais aussi, semble-t-il, de proches du général Moczar, membre du Bureau politique du POUP, responsable des violences

policières et de la campagne antisémite de 1968.

La provocation de Bydgoszcz s'est perpétrée sous les yeux du vice-premier ministre, Stanislaw Mach, sans que celui-ci intervienne pour y mettre fin.

La situation s'est particulièrement et dangereusement aggravée. Elle s'engage vers un pourrissement par la voie de provocations et de violences policières qui justifieraient un appel à l'aide et une intervention des Soviétiques. Les initiateurs d'un tel appel sont non seulement existants mais à l'œuvre. La conscience en est parfaitement claire chez les militants de Solidarité. La section locale de Solidarité de Wrocław désigne ces individus comme « éléments irresponsables, anti-polonais et anti-socialistes au sein de la police, des forces de sécurité et de certaines branches du parti et du gouvernement ». La section locale de Solidarité de Varsovie déclare dans un communiqué : « La provocation de Bydgoszcz est dirigée à la fois contre Solidarité et contre le gouvernement. Elle vise à perturber les 90 jours de paix sociale, à faire retomber le blâme sur Solidarité, à faire tomber les dirigeants actuels du gouvernement et à permettre à un groupe d'extrémistes de s'emparer du pouvoir. (...) Seule l'unité d'action peut nous permettre de contrôler la situation. Solidarité est notre principal atout face aux partisans de l'affrontement qui ne reculeront devant rien ».